



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**  
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES  
FINANCES  
**Comité de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

SENEGAL 2009





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Direction Nationale pour le Sénégal  
Agence Principale de Dakar  
Service des Etudes et des Statistiques**

**Comité National de la Balance des Paiements**

# **BALANCE DES PAIEMENTS EXTERIEURS DU SENEGAL**

## **2009**

-----

(Élaborée selon la méthodologie et les principes et règles édictés par la cinquième édition du manuel de balance des paiements du FMI parue en 1993)

Projet : Décembre 2010

## **SOMMAIRE**

**Pages**

<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>I- EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS</b>	<b>5</b>
I-1 – Evolution de la Balance commerciale	7
1-1-1 – Exportations de biens	8
1-1-2 – Importations de biens	18
1-2 – Evolution de la Balance des Services	26
1-2-1 – Les transports	26
1-2-2 – Les voyages	26
1-2-3 – Les autres services	29
1-3 – Evolution des revenus	30
1-3-1 – Revenus du travail	30
1-3-2 – Revenus des Investissements	30
1-4 – Evolution de la Balance des transferts courants	32
<b>II- EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>34</b>
II-1 – Evolution du compte de capital	34
2-1-1 – Evolution de la balance des transferts de capital	34
2-1-2 – Acquisitions / cessions d'acifs non financiers non produits	35
II-2 – Evolution du compte des opérations financières	35
2-2-1 – Evolution du compte des opérations financières (présentées dans l'optique des composantes standards)	35
2-2-2 – Evolution du compte des opérations financières recalculées dans l'optique de la présentation habituelle de la BCEAO	36
2-2-2-1 – Evolution des opérations financières	36
2-2-2-2 – Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale et des banques de dépôts : le solde monétaire	37
<b>III- LA POSTITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)</b>	<b>39</b>
<b>IV- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES REQUIS SUR CERTAINS POSTES</b>	<b>40</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>41</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>42</b>

## AVERTISSEMENT

Le présent document retrace les statistiques de balance des paiements et la position extérieure globale du Sénégal pour l'année 2009. La balance des paiements est un état statistique où sont résumées, sous une forme comptable et pour une période donnée, toutes les opérations d'une économie avec le reste du monde et plus précisément, toutes les transactions entre résidents et non-résidents d'une économie.

Les résidents d'un pays se définissent comme des entités institutionnelles ayant leur centre d'intérêt sur le territoire économique de ce pays, c'est-à-dire y possédant soit un domicile, soit un lieu de production ou des locaux à autre usage, où ils exercent leurs activités économiques. Ils se distinguent en administrations publiques centrales et locales, particuliers vivant dans le pays ou y séjournant depuis plus d'un an, entreprises installées dans le pays y compris les filiales et succursales d'entreprises étrangères. Les non-résidents ont en revanche leur pôle d'intérêt économique à l'étranger. Par convention, les représentations et personnels diplomatiques, les étudiants hors de leur pays ainsi que les bases et troupes militaires en stationnement à l'étranger sont réputés résidents de leur pays d'origine et non de leur pays d'accueil.

La référence à une période donnée indique que la balance des paiements enregistre des "flux" et non des "stocks". Les données sur les stocks sont recensées dans la position extérieure globale (PEG). Les flux ou transactions sont des échanges qui portent sur les biens, services et revenus (ressources réelles) ; font naître des créances ou des engagements financiers par rapport au reste du monde (opérations financières); ou qui sont considérés comme des transferts sans contrepartie (transferts courants et en capital).

Dans le présent document, la monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire.

## **INTRODUCTION**

L'activité économique mondiale s'est enlisée en 2009 dans une crise financière dont les prémices sont apparues en 2008. Cette situation s'est traduite par un effondrement de grandes institutions bancaires et des marchés boursiers mondiaux ainsi que par un gel du crédit. Ces ondes de choc ont déclenché une véritable crise économique reflétée par la récession de la plupart des pays avancés, la chute des exportations des pays émergents ainsi que de ceux en développement et le repli des investissements directs étrangers (IDE).

Au sein des pays industrialisés, les conditions de financement des ménages et des entreprises se sont durcies. Confrontées au repli de la demande des ménages, les entreprises ont fortement réduit leurs stocks et leurs dépenses d'investissement et ajusté leur emploi salarié à la baisse. L'activité a été globalement mal orientée, le produit intérieur brut s'inscrivant en retrait de 3,2% contre une hausse de 0,5% en 2008.

L'année 2009 a été également celle de l'innovation pour les banques centrales dans le cadre de la normalisation des marchés financiers. En effet, lorsque leurs taux directeurs ont atteint leur plancher (Zero Interest Rate Policy), elles ont mis en œuvre des politiques dites «non conventionnelles» par des rachats directs de crédit. Pour leur part, les gouvernements ont mis en place des plans de relance massifs afin de soutenir la demande.

Aux Etats-Unis, les mesures prises telles que le stimulus fiscal, les prêts massifs aux entreprises industrielles et financières et la politique monétaire expansionniste ont permis à l'économie américaine de renouer avec la croissance à partir du second semestre 2009. Au total, l'activité y a enregistré un recul de 2,4%, contre une hausse de 0,4% l'année précédente.

La contraction de l'activité au niveau des pays industriels a été plus marquée au Japon (-5,2% en 2009), en liaison avec le recul des exportations du secteur industriel, dans un contexte de forte chute de la demande mondiale.

Au sein de la zone euro, le produit intérieur brut s'est replié de 4,1%, après une progression de 0,6% en 2008. L'activité a pâti des effets combinés de la baisse des revenus et de la dégradation des conditions financières des entreprises.

Hors zone euro, le Royaume-Uni dont l'économie est très dépendante des secteurs financier et immobilier a été structurellement fragilisé. Son taux de croissance économique est ressorti à -4,9% en 2009, contre 0,5% en 2008.

La récession des économies avancées s'est transmise aux pays émergents et en développement par le canal d'une contraction des échanges extérieurs et des IDE. Cependant, une certaine résilience à la crise financière a été notée pour ces pays dont le taux de croissance est resté en territoire positif, s'établissant à 2,4% en 2009, après 6,1% en 2008. En Chine et en Inde, la croissance s'est également ralentie, ressortant respectivement à 8,7% et 5,7%, en termes réels, contre 9,6% et 7,3% en 2008.

En Amérique latine, le profil du PIB (-1,8%) est lié à une inflexion du cycle économique pour de nombreux pays, suite au retournement de tendance des investissements étrangers et des exportations qui ont été à l'origine de la croissance de 4,3% enregistrée en 2008.

S'agissant de l'Afrique sub-saharienne, le taux de croissance du produit intérieur brut, en termes réels, s'est établi à 2,1% en 2009, après 5,5% en 2008. Cette région a subi les contrecoups de la dépréciation des cours des produits de base exportés. Elle a partiellement résisté à la crise grâce à une bonne orientation des fondamentaux économiques<sup>1</sup> qui ont permis d'atténuer les effets négatifs du bouleversement du commerce, des prix et des flux de financement mondiaux.

En ce qui concerne, en particulier, les pays de l'UEMOA, le taux de croissance réel du PIB perd un point en 2009, en ressortant à 2,8%. Ces économies ont subi les effets de la crise économique internationale à travers notamment le commerce extérieur, le tourisme et les mouvements de capitaux. Cependant, elles ont fait preuve de résilience, en liaison avec la hausse modérée des récoltes de la campagne 2009/2010, la poursuite de la mise en œuvre des programmes d'investissement public et l'exécution des programmes économiques et financiers appuyés par les partenaires au développement. Le niveau d'inflation enregistré en 2009 (1,1%) est le plus faible de la période post-dévaluation, à l'exception des taux d'inflation de 0,2% et 0,5% enregistrés respectivement en 1999 et 2004.

Au plan des prix, l'inflation mondiale a été modérée, en rapport avec l'insuffisance de la demande des ménages et des entreprises et le repli des cours des produits de base, notamment ceux des produits pétroliers et alimentaires, après l'envolée observée durant les deux années précédentes. Au niveau des économies avancées, l'inflation passe, en glissement annuel, de 3,4% en décembre 2008 à 0,1% en décembre 2009. Dans les pays émergents et en développement, le niveau d'inflation a été plus élevée, du fait de la vigueur de la demande intérieure. Le rythme de progression des prix s'est situé à 5,2% en décembre 2009, soit 4,0 points de moins qu'en décembre 2008.

Sur le marché des changes, la monnaie unique européenne s'est dépréciée de 5,2%, pour ressortir en moyenne à 1,3948 dollar US en 2009. Relativement au yen, l'euro s'est établi en moyenne à 130,34 yens en 2009 contre 152,45 yens l'année précédente, soit une dépréciation de 14,5%. Par contre, vis-à-vis de la livre sterling, l'euro s'est apprécié de 11,9%, s'échangeant en moyenne contre 0,8909 livre.

Au niveau régional, l'évolution des principales autres monnaies des pays membres de Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) par rapport au franc CFA est ressortie contrastée. En effet, le naira, le cedi et le dalasi se sont dépréciés, respectivement de 15,8%, 12,3% et 10,5%. Le franc guinéen s'est, pour sa part, raffermi de 2,8%.

Sur les marchés financiers, les évolutions reflètent un net redressement des indices boursiers, à la faveur des ambitieux plans de relance mis en place pour rétablir la confiance des investisseurs et améliorer significativement la situation financière des entreprises.

---

<sup>1</sup> A la veille des chocs, la situation économique de la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne était bonne : croissance régulière, inflation faible, solde budgétaire viable, réserves de change en hausse et dette publique en baisse.

Ainsi, aux Etats-Unis, l'indice Dow Jones a progressé de 18,8%. L'indice Nasdaq a évolué dans le même sens, ressortant ainsi à 53,5%. En Europe, le DAX à Francfort et le CAC 40 à Paris ont augmenté respectivement de 22,6% et 22,3%. Au Royaume-Uni, l'indice Footsie s'est inscrit en hausse de 22,1% en 2009, tandis que le Nikkei de la bourse de Tokyo a clôturé l'année 2009 avec un croît de 17,3% en glissement annuel.

Au titre des matières premières, les cours moyens des principaux produits, à l'exception du cacao et de l'or, ont fléchi en 2009 par rapport à l'année 2008. Toutefois, une amélioration des cours a été observée dans les pays émergents et industrialisés à la faveur des anticipations d'une reprise de la croissance plus rapide que prévue.

Sur le marché des métaux précieux, l'or a connu une année historique, dépassant les USD1200 l'once, en décembre 2009, confortant ainsi sa position de valeur refuge, sous l'effet conjugué des pressions spéculatives et d'une hausse de la demande des pays émergents notamment la Chine et l'Inde.

S'agissant du coton, son cours a suivi la contraction de la demande mondiale, consécutivement à la crise. La baisse des cours a été plus marquée durant le premier semestre 2009. Au total, les cours se sont inscrits en retrait de 12,0%, en s'établissant à 58,6 cents la livre en 2009.

Pour le pétrole, après le pic enregistré en juin 2008 (133 USD/baril), les cours se sont effondrés au second semestre 2008 (41 USD/baril en décembre 2008), avant d'entreprendre une remontée progressive durant l'année 2009. Le cours a atteint 75 USD/baril en décembre 2009.

En ce qui concerne le phosphate, le cours moyen annuel s'est redressé en fin d'année 2009, en liaison avec la reprise des marchés agricoles qui a favorisé une hausse de la demande d'engrais. Pour leur part, les cours des huiles de palme et d'arachide ont diminué respectivement de 27,9% et de 37,0% en variation annuelle. Cette évolution masque cependant le retournement de tendance survenu depuis le second trimestre de l'année 2009, sous l'effet principalement des besoins des marchés indien et chinois.

Les pays développés ont été les principaux acteurs du ralentissement mondial de l'économie qui s'est ensuite propagé aux économies en transition et aux pays en développement.

Au Sénégal, l'activité économique a ralenti en 2009, comparativement à son profil de l'année précédente. Le fléchissement d'ensemble reflète un ralentissement du rythme de croissance dans les secteurs secondaire et tertiaire, dans un contexte de reprise de la production dans le secteur primaire. Le taux de croissance est ressorti à 2,2% en 2009, contre 3,2% en 2008.

Au plan des prix, la pression s'est atténuée à la faveur d'une détente des prix des produits alimentaires et pétroliers. Apprécié à partir de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), le taux d'inflation s'est établi à -1,0 % en 2009, contre 5,8% en 2008.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire, base engagements et hors dons, s'est dégradé en s'établissant à 7,9% du PIB en 2009, contre 6,9% en 2008. Cette évolution reflète une progression des dépenses courantes (+2,0%) dans un contexte de baisse des recettes budgétaires (-2,6%). Pour leur part, les appuis budgétaires ont augmenté de 42,6 milliards.

Le déficit extérieur courant s'est sensiblement atténué, passant de 843,7 milliards en 2008 à 403,0 milliards en 2009, sous l'effet d'une amélioration du solde de la balance commerciale. Rapporté au PIB, le solde de la balance des paiements courants s'est établi à -6,7% en 2009, contre -14,2% en 2008 qui reste le niveau le plus élevé de ces dix dernières années.

Ce déficit a été financé par l'excédent enregistré par le compte de capital (144,1 milliards en 2009, contre 107,2 en 2008) et le compte d'opérations financières (256,1 milliards en 2009, contre 732,3 milliards en 2008).

Évalué suivant l'optique des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires traditionnellement utilisée par la BCEAO, le solde global de la balance des paiements affiche un excédent de 96,5 milliards en 2009, contre un déficit de 88,4 milliards en 2008. Cette évolution s'est traduite par une amélioration de la position extérieure de la Banque Centrale de 72,5 milliards et des avoirs extérieurs nets des banques de dépôts de 24,0 milliards.

## I - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS

Les transactions courantes regroupent les biens, services et revenus ainsi que les transferts courants sans contrepartie. L'évolution des principaux soldes composant la balance des paiements courants est retracée dans le tableau ci-après :

Tableau I.1. Evolution de la balance des paiements courants  
(en millions de FCFA)

Postes	2005	2006	2007	2008	2009
Biens	-691 305	-836 466	-1 193 338	-1 522 533	-957 702
<i>Dont Marchandises</i>	-698 072	-846 997	-1 202 114	-1 531 919	-961 813
Services nets	-16 278	-18 501	-18 072	-54 076	-60 773
Revenus nets	-47 237	-33 171	-35 388	-21 448	-80 149
Transferts courants nets	397 584	437 466	618 022	754 355	695 636
Balance des paiements courants (BPC)	-357 236	-450 672	-628 776	-843 702	-402 988
Produit intérieur brut (PIB)(*)	4 593 100	4 893 500	5 408 300	5 950 200	6 023 208
BPC / PIB (%)	-7,8	-9,2	-11,6	-14,2	-6,7

(\*) Source : ANSD

Le déficit du solde des paiements courants s'est amélioré de 440,7 milliards pour s'établir à 403,0 milliards en 2009, contre 843,7 milliards en 2008. Cette évolution du solde courant est attribuable essentiellement à l'atténuation du déficit commercial (+564,8 milliards), malgré la détérioration des services nets (-6,7 milliards), des revenus nets (-58,7 milliards) et de l'excédent des transferts courants (-58,7 milliards).

L'analyse des composantes de la balance courante du Sénégal sur la période 1996-2009 fait état d'un déficit commercial structurel en raison, de l'importance des paiements au titre des importations de produits alimentaires et énergétiques, accentuée par un déficit de la balance des services et de celle des revenus. Dans ce contexte, le déficit du compte courant s'est nettement accentué entre 1996 et 2008, passant de 4,3% à 14,2% du PIB, malgré l'amélioration substantielle de l'excédent du solde des transferts courants alimentés par les envois de fonds des migrants, avant de s'établir à 6,7% en 2009.

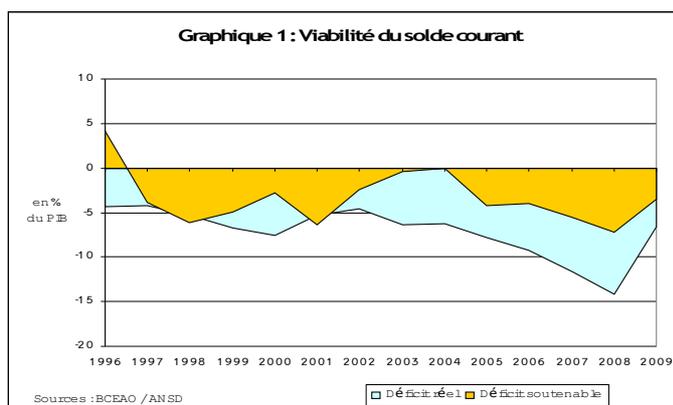
Malgré la nette amélioration notée en 2009, le déficit du compte courant reste persistant et demeure couplé à un déficit des finances publiques, menaçant ainsi la viabilité des transactions courantes à moyen et long termes<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Voir encadré 1

### Encadré 1 : Viabilité à long terme du solde courant et persistance des déficits jumeaux

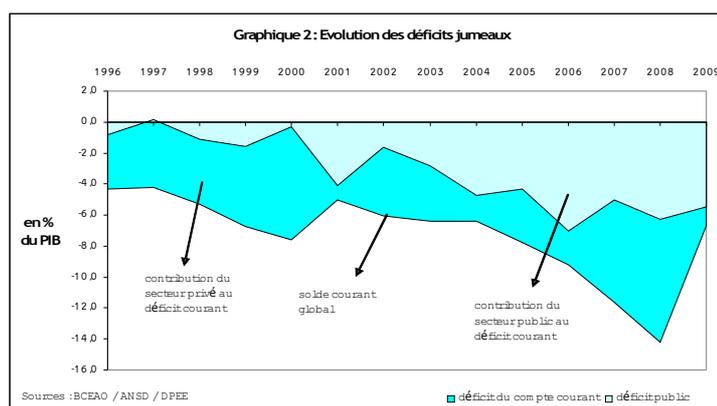
Il n'existe pas de règle consensuelle qui permette de déterminer un déficit soutenable et viable, même si l'expérience nécessite de se fixer un objectif prudent en matière d'emprunts extérieurs. Toutefois, certaines méthodes permettent d'évaluer le niveau du déficit soutenable en relation avec l'évolution des exportations. En retenant un objectif de déficit extérieur soutenable à long terme (exprimé en pourcentage des exportations) égal à 2 fois le taux de croissance des exportations, certains auteurs<sup>3</sup> montrent que les déficits extérieurs courants soutenables varient largement d'un pays à l'autre.

A l'exception des années 1998 et 2001, le déficit observé a été largement supérieur à son niveau soutenable. Le niveau médian du ratio de déficit soutenable calculé sur la période 1996-2009 est ressorti à 3,9 % du PIB pour le Sénégal, contre un déficit observé de 6,5 % du PIB sur la même période de référence, soit un écart de 2,6 %.



Plusieurs facteurs pourraient être à l'origine de cette situation : la trop forte vulnérabilité du pays aux chocs exogènes, les contraintes structurelles qui obèrent le développement de l'offre ainsi que l'impact des politiques macroéconomiques, notamment la persistance des déficits jumeaux.

Sur la période d'analyse (1996-2009), la situation du Sénégal est marquée par la persistance et même le creusement des «déficits jumeaux», c'est-à-dire l'existence concomitante d'un déficit budgétaire et d'un déficit du compte courant (voir graphique ci-contre).



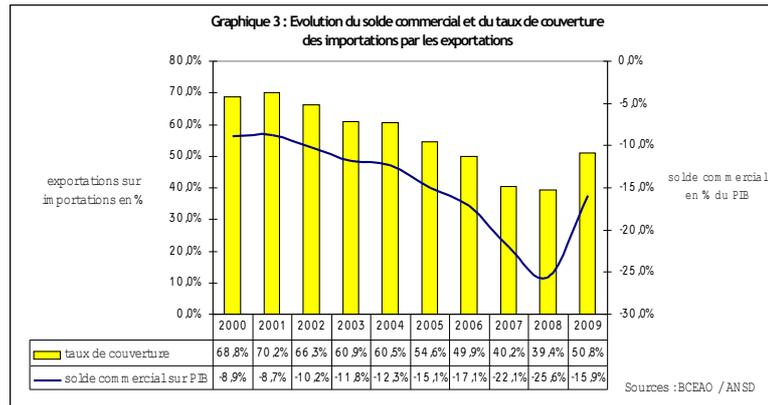
La part du secteur public dans le déficit du compte courant est passée de 19,1% en 1996 à 82,0% en 2009 ; la contribution du secteur privé étant retombée à 18,0% en 2009, après 55,6% en 2008. Les meilleures performances du secteur public ont été notées en 1997, année au cours de laquelle les opérations de l'État ont permis d'atténuer légèrement le déficit courant, et en 2000 où la contribution du solde budgétaire à la dégradation du solde courant a été relativement faible.

<sup>3</sup> Summers (1996), Radelet et Sachs (2000)

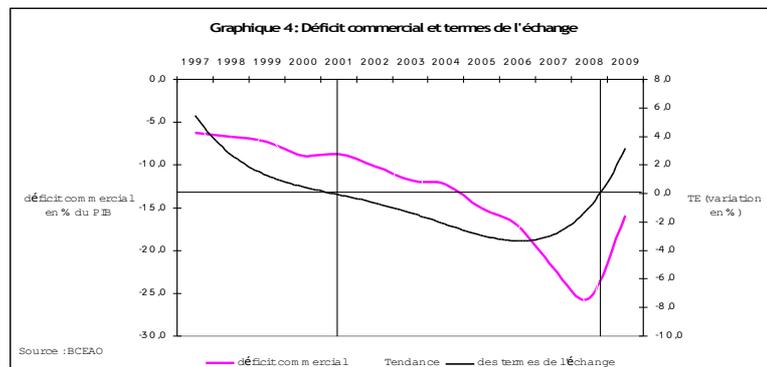
## I - 1 – EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE

Le solde du compte «biens»<sup>4</sup>, intégrant les ajustements de couverture, de valeur et de chronologie des échanges sur marchandises ainsi que l'incidence des mouvements d'entrepôts, s'est amélioré de 564,8 milliards, passant de -1.522,5 milliards en 2008 à -957,7 milliards en 2009. Cette amélioration sensible de la balance commerciale est due à une forte baisse des importations de biens (-562,6 milliards), accentuée par une légère progression des exportations (+2,2 milliards).

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est, dans ce contexte, sensiblement redressé, passant de 39,4% en 2008 à 50,8% en 2009, alors que le déficit commercial s'est replié de 25,6% à 15,9% du PIB sur la même période (cf. graphique ci-contre).



La balance commerciale a, entre autres, été assez sensible à l'évolution des termes de l'échange (TE). Trois périodes se distinguent au regard de l'évolution du solde commercial et des TE (cf. graphique ci-contre).



La première période (1996-2001) se caractérise par une tendance à l'égalisation entre la croissance des prix à l'exportation et celle des prix à l'importation. Il est noté une dégradation du solde courant, mais à un rythme moins soutenu, comparativement à la deuxième période (2001-première moitié de 2008) qui consacre une détérioration des TE. Sur la troisième période (seconde moitié de 2008 à fin 2009), il est relevé une amélioration du solde commercial concomitante avec celle des termes de l'échange.

Ces trois phases illustrent la sensibilité de la balance commerciale aux termes de l'échange et soulèvent le problème de la qualité de la spécialisation du Sénégal dans les échanges extérieurs.

<sup>4</sup> Les données analysées prennent en compte les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des statistiques des échanges intra-UEMOA. La quatrième session de ces travaux, tenue à Dakar au cours du mois d'octobre 2010, a permis de réduire significativement les asymétries notées dans les statistiques des pays de l'UEMOA et d'intégrer dans les statistiques officielles une estimation des échanges non contrôlés.

1-1-1 Exportations de biens

Les exportations globales (commerce général FOB ajusté) sont ressorties en légère hausse de 2,2 milliards par rapport à leur niveau de 2008, s'établissant à 990,1 milliards en 2009, contre 987,9 milliards l'année précédente.

**Tableau I.3. Exportations de biens par rubriques**  
(en millions de FCFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Marchandises générales	818.999	810.563	779.441	959.983	899.238
Biens exportés pour transformation					
Réparations de biens	110	11	4	-	-
Achats de biens dans les ports par les transporteurs	13.332	16.374	16.797	18.382	5.422
Or non monétaire	-	6.522	5.969	9.497	85.403
<b>Total des exportations de biens</b>	<b>832.441</b>	<b>833.471</b>	<b>802.211</b>	<b>987.862</b>	<b>990.063</b>

Source : ANSD / BCEAO

**Tableau I.4. Evolution des exportations de marchandises par principaux produits**  
(en millions de FCFA)

<b>PRODUITS</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
Sel marin	5 011	7 994	8 267	7 744	7 229
Produits pétroliers	162 767	220 146	142 532	309 242	207 811
Produits arachidières	20 800	31 961	39 290	9 110	20 423
Phosphates	755	719	714	3 672	1 790
Coton	11 229	12 768	13 647	10 312	6 026
Produits de la pêche (poissons, conserves)	166 437	145 559	150 405	91 752	113 457
Ciment	27 057	41 271	43 538	55 043	70 620
Acide phosphorique	85 287	40 327	46 959	106 905	69 815
Engrais	18 597	5 246	12 513	18 941	5 224
Articles manufacturés	66 115	69 504	65 163	104 463	166 598
dont produits textiles et chaussures	8 022	9 032	7 670	9 387	11 819
Autres produits d'exportation	256 194	217 835	234 115	209 553	276 083
dont biens d'équipement	101 246	51 993	45 576	48 203	76 566
<b>Total (Commerce Général FOB non ajusté)</b>	<b>820 249</b>	<b>793 330</b>	<b>757 143</b>	<b>926 737</b>	<b>945 076</b>
Ajustements de valeur	4 377	-588	2 712	45 176	42 103
Ajustements de champ couvert*	11	20 653	7 985	6 077	-67 436
Ajustements de chronologie	-5 638	-2 832	11 601	-18 007	-20 505
<b>EXPORTATIONS FOB AJUSTEES</b>	<b>818 999</b>	<b>810 563</b>	<b>779 441</b>	<b>959 983</b>	<b>899 238</b>

\*y compris reclassement de l'or non monétaire

Source : ANSD / BCEAO

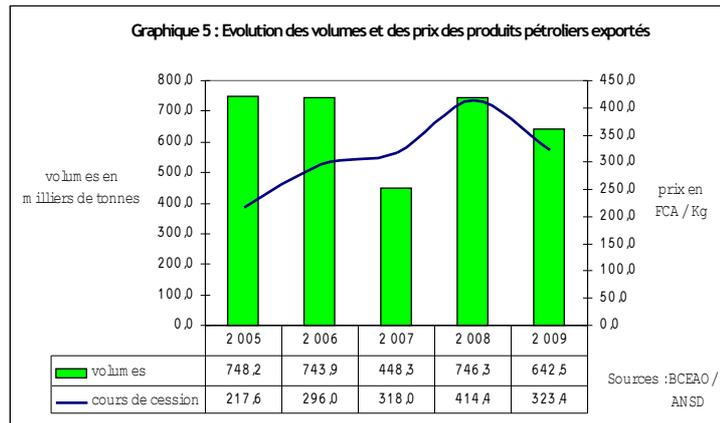
Tableau I.5. Evolution des exportations de marchandises ajustées

Volume en milliers de tonnes, Prix en FCFA/kg, Valeur en millions de FCFA

PRODUITS	2 005		2 006		2 007		2 008		2 009	
	Valeur	%								
<b>Sel marin</b>	<b>5 071,0</b>	<b>0,6</b>	<b>7 705,0</b>	<b>1,0</b>	<b>8 198,6</b>	<b>1,1</b>	<b>9 861,8</b>	<b>1,0</b>	<b>9 279,0</b>	<b>1,0</b>
Volume	114,5		171,7		173,7		203,7		185,4	
Prix	44,3		44,9		47,2		48,4		50,1	
<b>Produits pétroliers</b>	<b>162 767,0</b>	<b>19,9</b>	<b>220 146,0</b>	<b>27,2</b>	<b>142 559,4</b>	<b>18,3</b>	<b>309 242,1</b>	<b>32,2</b>	<b>207 811,0</b>	<b>23,1</b>
Volume	748,2		743,9		448,3		746,3		642,5	
Prix	217,6		296,0		318,0		414,4		323,4	
<b>Produits Arachidières</b>	<b>20 700,0</b>	<b>2,5</b>	<b>29 022,0</b>	<b>3,6</b>	<b>38 489,0</b>	<b>4,9</b>	<b>9 110,9</b>	<b>0,9</b>	<b>20 450,0</b>	<b>2,3</b>
Huile brute	19 600,0		25 123,0		32 353,0		7 889,4		18 100,0	
Volume	35,4		51,8		68,7		12,3		31,0	
Prix	553,1		484,7		470,9		643,7		583,9	
Tourteaux	1 100,0		3 607,0		6 136,0		1 055,8		2 300,0	
Volume	12,8		46,3		63,8		7,5		15,0	
Prix	89,4		78,0		96,2		140,4		153,3	
<b>Phosphates</b>	<b>3 378,0</b>	<b>0,4</b>	<b>4 798,0</b>	<b>0,6</b>	<b>4 957,7</b>	<b>0,6</b>	<b>7 153,6</b>	<b>0,7</b>	<b>6 146,0</b>	<b>0,7</b>
Volume	174,4		177,9		181,6		288,9		179,9	
Prix	19,4		27,0		27,3		24,8		34,2	
<b>Coton</b>	<b>12 077,5</b>	<b>1,5</b>	<b>12 041,0</b>	<b>1,5</b>	<b>13 647,0</b>	<b>1,8</b>	<b>10 311,9</b>	<b>1,1</b>	<b>6 025,0</b>	<b>0,7</b>
Volume	18,2		18,3		21,4		14,0		9,6	
Prix	663,6		659,1		637,7		735,4		625,7	
<b>Ciment</b>	<b>25 258,2</b>	<b>3,1</b>	<b>37 829,0</b>	<b>4,7</b>	<b>43 538,0</b>	<b>5,6</b>	<b>46 007,7</b>	<b>4,8</b>	<b>60 228,0</b>	<b>6,7</b>
Volume	572,7		801,9		849,2		800,6		1 054,8	
Prix	44,1		47,2		51,3		57,5		57,1	
<b>Produits Pêche</b>	<b>154 574,0</b>	<b>18,9</b>	<b>150 268,7</b>	<b>18,5</b>	<b>152 770,8</b>	<b>19,6</b>	<b>136 928,3</b>	<b>14,3</b>	<b>155 559,0</b>	<b>17,3</b>
Poissons frais	22 173,3		18 704,9		19 160,4		17 711,4		17 005,0	
Volume	9,0		6,9		7,0		6,3		6,6	
Prix	2 463,7		2 710,1		2 737,2		2 805,1		2 575,3	
Poissons Congelés	120 897,0		123 005,4		124 714,8		111 510,1		128 215,0	
Volume	63,0		58,6		58,8		56,3		65,0	
Prix	1 919,0		2 100,0		2 121,0		1 980,6		1 971,1	
Conserves	7 082,4		5 158,4		5 409,8		3 809,7		4 039,0	
Volume	8,0		5,3		5,5		3,2		3,0	
Prix	885,3		973,8		983,6		1 193,4		1 195,0	
Produits transformés	4 589,4		3 400,0		3 487,8		3 897,1		6 300,0	
Volume	3,2		3,2		3,3		3,4		4,3	
Prix	1 434,2		1 046,5		1 056,9		1 146,2		1 449,6	
<b>Produits des ICS</b>	<b>94 947,0</b>	<b>11,6</b>	<b>37 776,0</b>	<b>4,7</b>	<b>59 387,0</b>	<b>7,6</b>	<b>115 482,0</b>	<b>12,0</b>	<b>64 891,0</b>	<b>7,2</b>
<b>Acide phosphorique</b>	<b>85 287,0</b>	<b>10,4</b>	<b>36 128,0</b>	<b>4,5</b>	<b>46 959,0</b>	<b>6,0</b>	<b>106 994,0</b>	<b>11,1</b>	<b>61 469,0</b>	<b>6,8</b>
Volume	453,4		183,7		219,6		183,2		256,5	
Prix	188,1		196,7		213,8		584,1		239,7	
<b>Engrais solide</b>	<b>9 660,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1 648,0</b>	<b>0,2</b>	<b>12 428,0</b>	<b>1,6</b>	<b>8 488,0</b>	<b>0,9</b>	<b>3 422,0</b>	<b>0,4</b>
Volume	71,8		13,5		98,1		102,4		24,8	
Prix	134,5		121,8		126,7		82,9		137,8	
<b>Autres</b>	<b>340 226,3</b>	<b>41,5</b>	<b>310 977,3</b>	<b>38,4</b>	<b>315 893,5</b>	<b>40,5</b>	<b>315 884,7</b>	<b>32,9</b>	<b>368 849,0</b>	<b>41,0</b>
<b>EXPORTATIONS FOB AJUSTEES</b>	<b>818 999,0</b>	<b>100,0</b>	<b>810 563,0</b>	<b>100,0</b>	<b>779 441,0</b>	<b>100,0</b>	<b>959 983,0</b>	<b>100,0</b>	<b>899 238,0</b>	<b>100,0</b>

Sources : ANSD / BCEAO

Les exportations sénégalaises sont dominées par les ventes extérieures de produits pétroliers raffinés. Ces dernières constituent 23,1% des recettes d'exportation en 2009, contre 19,9% en 2005. Les exportations de produits pétroliers sont passées de 138,1 milliards en 2007 à 305,9 milliards en 2008, pour se replier à 207,8 milliards en 2009.

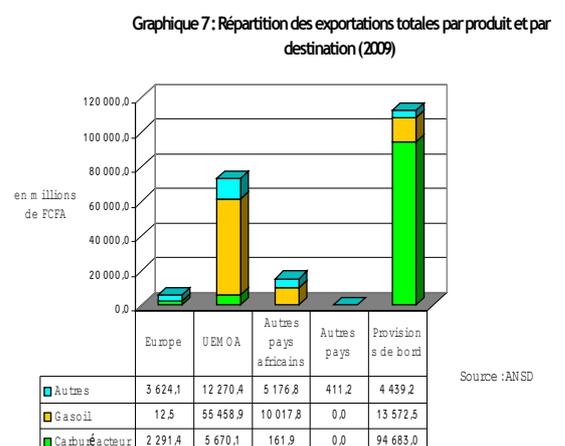
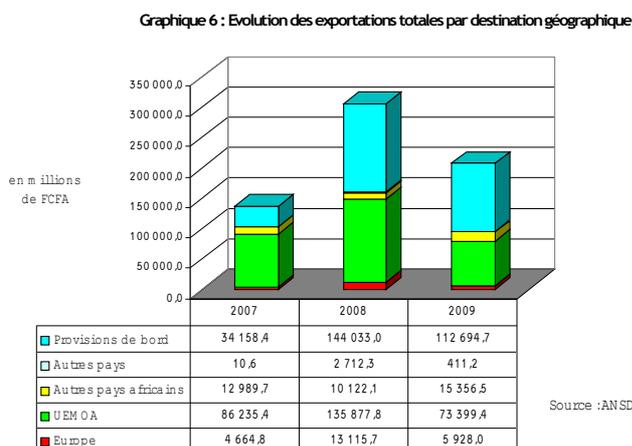


Cette diminution des exportations de produits pétroliers est liée à celle combinée des volumes et des cours de cession. Les quantités vendues ont baissé de 21,9%, alors que les cours ont fléchi de 13,9%.

Les ventes extérieures de produits pétroliers sont constituées de livraisons à l'étranger et de provisions de bord. Les provisions de bord regroupent les ventes, sur le territoire national, à des entités non résidentes (aéronefs et bateaux principalement).

Les provisions de bord sont passées de 34,2 milliards à 144,0 milliards entre 2007 et 2008, avant de s'établir à 112,7 milliards. Pour leur part, les expéditions de produits pétroliers à l'étranger ont progressé de 103,9 milliards en 2007 à 161,8 milliards en 2008, avant de se contracter à 95,1 milliards en 2009. Il apparaît ainsi que la part des provisions de bord dans les exportations totales progresse de façon significative, passant de 24,7% en 2007 à 47,1% en 2008, pour représenter 54,2% des ventes de produits pétroliers en 2009.

Les livraisons à l'étranger de produits pétroliers ont pour principale destination les pays de l'UEMOA. Les ventes dans l'Union sont ainsi passées de 86,2 milliards en 2007 à 135,9 milliards en 2008 et 73,4 milliards en 2009, représentant respectivement 83,0%, 83,4% et 77,2% des livraisons totales sur la période. Les graphiques ci-dessous retracent l'évolution, entre 2007 et 2009, des exportations totales par destination géographique (graphique 6) et la répartition par produit et par destination (graphique 7), au titre de l'année 2009.

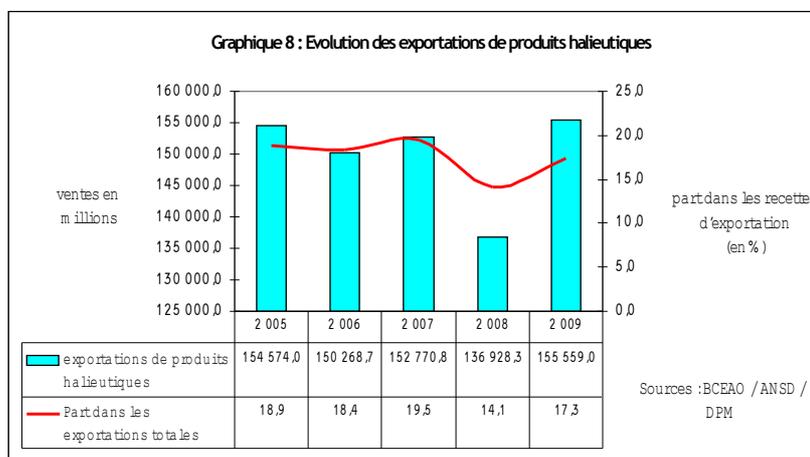


Le Mali, avec 63,9 milliards en 2009, contre 123,5 milliards en 2008, reste le principal débouché des expéditions de produits pétroliers. Il est suivi, dans l'Union, de la Guinée Bissau qui totalise 5,7 milliards des ventes sénégalaises en 2009, en baisse de 1,8 milliard par rapport à 2008. Les autres pays de l'UEMOA ont absorbé 3,8 milliards des exportations de produits finis, contre 4,9 milliards en 2008.

Hors UEMOA, la Gambie (6,6 milliards en 2009), l'Europe (5,9 milliards) et la Mauritanie (1,5 milliard) sont les principales destinations des livraisons de produits finis.

Pour leur part, les provisions de bord se sont légèrement contractées en 2009, s'établissant à 112,7 milliards. Elles sont essentiellement composées de carburéacteur (94,7 milliards en 2009, contre 130,6 milliards en 2008), de gazoil (respectivement 13,6 milliards et 9,0 milliards) de fuel-oil, d'huiles lubrifiantes et de divers autres produits (4,4 milliards en 2009, soit le même niveau qu'en 2008).

Les exportations de produits halieutiques se classent en seconde position après les ventes de produits pétroliers. Elles représentent 17,3% des recettes d'exportation en 2009, en amélioration par rapport à 2008 (14,3%), mais sont restées en deçà du niveau moyen de la période 2005-2007, soit 18,9%.

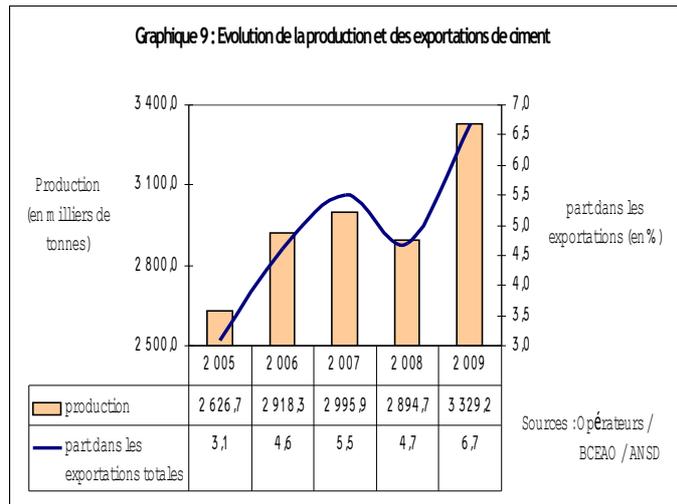


Les ventes de produits de la mer ont progressé de 13,6% en 2009, après une contraction de 10,4% l'année précédente. Cette évolution est consécutive principalement à la bonne tenue des ventes extérieures de poissons congelés, qui passent de 124,7 milliards en 2007 à 111,5 milliards en 2008 pour s'établir à 128,2 milliards en 2009.

Les ventes de produits chimiques des ICS, troisième source de recettes avec 6,6% des exportations totales, ont progressé de 59,4 milliards en 2007 à 115,5 milliards en 2008, pour se replier à 64,9 milliards en 2009. Cette contre-performance est exclusivement liée au repli des cours d'exportation d'acide phosphorique (-59,0%) après un niveau exceptionnellement élevé en 2008 (584,1 francs CFA le kilogramme, contre 239,7 en 2009).

Les volumes expédiés ont, en revanche, augmenté de 40,0% traduisant une reprise des activités des ICS après la recapitalisation intervenue en avril 2008. Les exportations d'engrais ont, pour leur part, poursuivi leur tendance baissière (-59,7%) due au repli des volumes écoulés (-75,7%) malgré des cours orientés à la hausse (+66,2%).

Les exportations de ciment sont évaluées à 60,2 milliards en 2009, contre 46,0 milliards en 2008. Cette progression de 14,2 milliards est principalement liée à celle des volumes qui ont augmenté de 31,7%, alors que les cours de cession ont légèrement fléchi (-0,7%). La hausse des volumes exportés reflète une progression de la production des cimenteries qui passe de 2,9 millions de tonnes en 2008 à 3,3 millions en 2009.



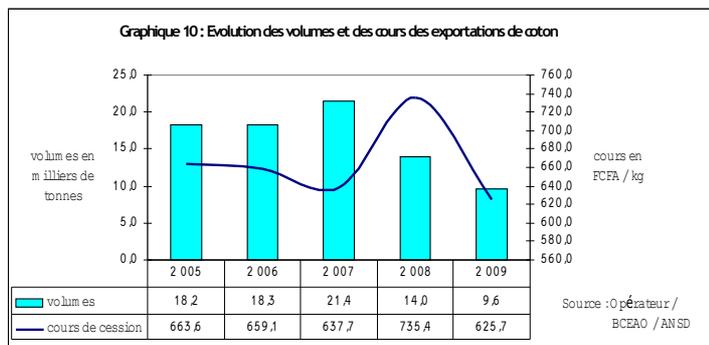
La bonne tenue des volumes de ciment vendus explique la progression constante de la part des exportations de ciment dans les recettes totales, qui est passée de 3,1% en 2005 à 6,7% en 2009.

Les ventes extérieures de produits arachidières (hors livraison de graines) se sont établies à 20,4 milliards en 2009, contre 9,1 milliards en 2008, tirées par la hausse des quantités exportées d'huile brute et de tourteaux à la suite de la bonne campagne agricole 2008-2009. En revanche, les cours de cession ont enregistré des évolutions contrastées (-9,3% pour l'huile brute et +9,2% pour les tourteaux). Les ventes extérieures de produits arachidières représentent 2,3% des exportations totales.

Les exportations de sel marin se sont contractées de 5,9%, ressortant à 9,3 milliards en 2009, contre 9,9 milliards l'année précédente, suite à un repli de 9,0% des quantités expédiées partiellement compensé par une progression de 3,4% des cours de cession.

Les exportations de phosphates ont baissé de 14,1%. Elles se sont établies à 6,1 milliards en 2009, contre 7,2 milliards en 2008, dans un contexte de repli de la production de la principale entreprise exportatrice. L'évolution des exportations est liée à une contraction des volumes (37,7%) tandis que les prix de cession ont augmenté de 37,8%.

Les ventes de coton sont également ressorties en baisse de 41,6%, s'établissant à 6,0 milliards en 2009, contre 10,3 milliards l'année précédente. Cette contreperformance est liée à un repli combiné des quantités vendues (-31,2%) et des cours de cession (-14,9%).



Pour leur part, les exportations de produits non traditionnels, élargies aux ventes extérieures d'or non monétaire, ont progressé de 325,4 milliards en 2008 à 454,3 milliards en 2009. Compte non tenu des exportations d'or (85,4 milliards en 2009, contre 9,5 milliards en 2008), les ventes de produits non traditionnels sont passées de 315,9 milliards en 2008 à 368,8 milliards en 2009. Elles sont constituées de produits alimentaires (bétail et viande, produits laitiers, céréales, graisses et huiles alimentaires, produits transformés et déchets alimentaires), de boissons et tabacs, d'extractions minières, de produits chimiques et pharmaceutiques. Elles comprennent en outre des produits issus de l'artisanat et des manufactures, comme les cuirs et peaux, le bois et le papier, les produits d'habillement, les ouvrages en fer, verre ou terre, ainsi que des biens d'équipement. Ces divers produits représentent 46,1% des ventes extérieures en 2009, contre 34,8% en 2008 et 41,0% en 2007.

**Tableau I.6. Décomposition des exportations de produits non traditionnels**  
(en millions de FCFA)

	2008	2009	variations	
			en valeur	En %
produits alimentaires	40 575,7	65 778,3	25 202,6	62,1
boissons & tabacs	37 958,4	43 238,4	5 280,0	13,9
produits des extractions minières	16 225,4	94 123,2	77 897,9	480,1
<i>dont or non monétaire</i>	<b>9 496,8</b>	<b>85 402,6</b>	<b>75 905,8</b>	<b>799,3</b>
produits chimiques & pharmaceutiques	58 447,6	64 013,2	5 565,7	9,5
produits manufacturés	94 965,9	80 400,5	-14 565,4	-15,3
biens d'équipement	48 202,8	76 565,7	28 362,9	58,8
produits horticoles	13 373,4	14 396,3	1 022,9	7,6
produits non classés ailleurs & montés d'entrepôt	15 666,0	15 765,8	99,8	0,6
<b>Total des produits non traditionnels</b>	<b>325 415,1</b>	<b>454 281,5</b>	<b>128 866,4</b>	<b>39,6</b>

Sources : ANSD / BCEAO

Les produits alimentaires ont augmenté de 40,6 milliards en 2008 à 65,8 milliards en 2009. Cette évolution est principalement tirée par les exportations de riz qui ont progressé sur la période de 5,1 milliards à 23,4 milliards à la suite d'une forte hausse des volumes expédiés (94.018 tonnes en 2009, contre 20.176 tonnes en 2008).

Les ventes extérieures de boissons et tabacs se sont accrues de 5,3 milliards, pour atteindre 43,2 milliards en 2009. Cette progression traduit une hausse de 5,6 milliards des ventes de tabacs, atténuée par le repli de 0,3 milliard des exportations de boissons.

Les exportations de produits des extractions minières sont passées de 16,2 milliards en 2008 à 94,1 milliards en 2009. Cette évolution est principalement tirée par les ventes d'or qui se sont établies à 85,4 milliards, contre 9,5 milliards un an auparavant, dans un contexte de hausse combinée des volumes (8,3 tonnes en 2009 contre 1,9 tonnes en 2008) et des cours (10,2 millions de F.CFA le kg en 2009 contre 5,1 millions de F.CFA le kg en 2008). Cette évolution reflète le démarrage des activités d'exploitation des mines d'or de Sabadola<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> L'exploitation des gisements a commencé en 2008. Les réserves de la mine sont estimées à 90 tonnes d'or métal, avec une production annuelle moyenne de 6 tonnes pendant une durée minimale de 10 ans.

Les produits des laboratoires chimiques et pharmaceutiques, constitués essentiellement de produits à usage domestique, de médicaments et de produits de beauté, ont augmenté de 9,5% pour s'établir à 64,0 milliards en 2009, contre 58,4 milliards en 2008.

Pour leur part, les exportations de produits manufacturés ont enregistré un repli de 15,3% dû à une contraction des ventes «d'ouvrages en fer, verre ou terre» qui passent de 70,1 milliards en 2008 à 53,2 milliards en 2009. Les expéditions de «cuirs et peaux» ont également fléchi de 3,5 milliards en 2008 à 2,7 milliards en 2009. En revanche, les exportations de «produits textiles et assimilés» et celles de «bois et papiers» ont progressé de 25,9% et 6,5%, atteignant respectivement de 11,8 milliards et 12,8 milliards en 2009.

Les exportations de biens d'équipement ont augmenté de 48,2 milliards en 2008 à 76,6 milliards en 2009. Cette évolution est marquée par les ventes de matériels de transport qui progressent de 20,1 milliards à 54,6 milliards sur la période. Cette hausse est liée à une expédition de matériel de transport aérien<sup>6</sup> pour 37,4 milliards.

---

<sup>6</sup> Vente de matériel de Air Sénégal International (ASI)

## Encadré 2 : Analyse de l'évolution des exportations sur la période 1996-2009

La progression des exportations a été relativement faible sur la période 1996-2009, s'établissant en moyenne annuelle à 3,7%. La contre-performance des exportations est principalement due à celle des produits non transformés (0,6%) et des produits semi-finis (0,2%).

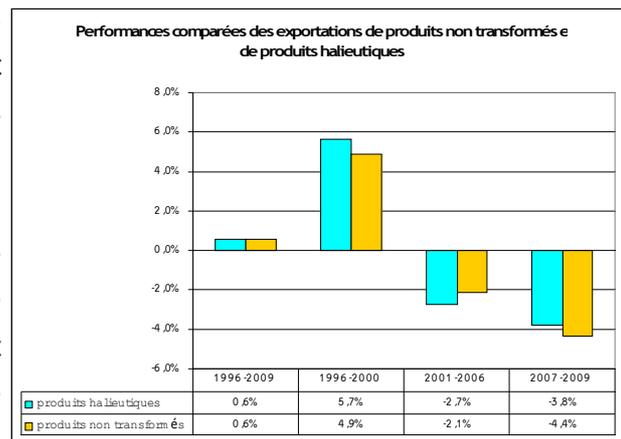
	1996-2009	1996-2000	2001-2006	2007-2009
<b>Exportations totales</b>	<b>3,7%</b>	<b>7,4%</b>	<b>0,5%</b>	<b>6,4%</b>
Produits non transformés	0,6%	4,9%	-2,1%	-4,4%
y.c produits alimentaires	1,5%	7,0%	-2,0%	-3,0%
Produits semi-finis	0,2%	7,8%	-10,8%	-1,9%
y.c acide phosphoriques	3,1%	6,3%	-8,5%	14,4%
Produits finis	6,1%	8,8%	4,4%	12,5%
y.c produits pétroliers	25,9%	54,6%	19,5%	20,0%

Source : calcul BCEAO

En revanche, les exportations de produits finis ont maintenu un rythme de progression assez soutenu sur la période, grâce notamment à la vente de produits pétroliers raffinés dans la sous-région.

Graphique 11

La faible performance des ventes extérieures de produits non transformés est largement attribuable à celle des produits halieutiques (produits frais et congelés). Après une croissance appréciable de 5,7% en moyenne annuelle sur la période 1996-2000, les recettes issues de la vente de produits de la mer se sont nettement repliées sur la période récente à la suite de la sur-exploitation des ressources.



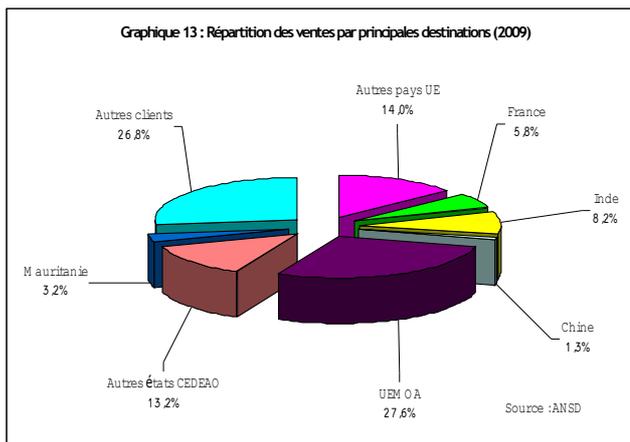
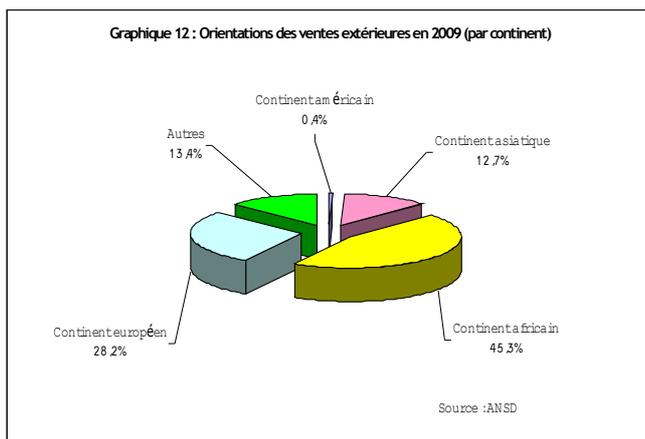
Source : calcul BCEAO

Les ventes de produits semi-finis, constitués principalement d'acide phosphorique et d'huile brute d'arachide, ont pâti des difficultés rencontrées par les ICS et la SUNEOR (ex-SONACOS). Leur croissance annuelle moyenne est passée de 7,8% sur la période 1996-2000 à -1,9% entre 2007 et 2009, après un repli de 10,8% par an sur la période 2001-2006.

Ces différentes évolutions ont impulsé une modification de la structure des ventes extérieures du Sénégal de plus en plus dominées par les expéditions de produits finis, dont la part dans les exportations totales est passée de 50,1% en 1996 à 67,3% en 2009. La bonne tenue des expéditions de produits finis masque cependant les contre-performances des ventes de produits semi-finis traduisant les difficultés persistantes de certains segments importants du secteur secondaire.

## **LES PRINCIPAUX PAYS CLIENTS DU SENEGAL**

Le continent africain (45,3% en 2009, contre 50,6% en 2008), en particulier les pays de la CEDEAO (respectivement 40,8% et 43,2%), constitue la première destination des exportations sénégalaises. Le marché européen, principalement l'Union Européenne, occupe la deuxième place avec 28,2% (15,8% en 2008) des ventes extérieures du Sénégal, suivi des autres clients (respectivement 13,4% et 16,7%). Les continents asiatique et américain représentent 12,7% et 0,4% des exportations en 2009, contre 15,8% et 1,2% en 2008.



Par pays, le Mali (17,5%), l'Inde (8,2%) et, dans une moindre mesure, la France (5,8%), la Gambie (4,1%), la République de Guinée (3,5%), la Mauritanie et la Guinée Bissau (3,2%) ainsi que la Côte d'Ivoire (3,0%) sont les principaux clients du Sénégal. Ces pays ont absorbé 48,4% des ventes extérieures du Sénégal en 2009, contre 60,1% en 2008.

S'agissant en particulier de la destination UEMOA, sa part dans les exportations totales s'est inscrite en retrait, ressortant à 27,6% en 2009, contre 33,0% en 2008. Le Mali, la Guinée-Bissau et la Côte d'Ivoire sont les principaux clients du Sénégal dans l'Union. Ces pays ont acquis 86,0% des exportations dans la zone en 2009, contre 89,0% en 2008.

Les exportations vers les autres pays de l'Union ont enregistré une baisse de 21,6%, du fait essentiellement d'un repli des ventes sénégalaises à destination du Mali. Les volumes exportés vers le Mali ont progressé de 1,2 million de tonnes en 2008 à 1,5 million de tonnes en 2009. En revanche, le cours moyen de cession s'est replié de 181 francs/kg à 128 francs/kg entraînant une baisse des recettes d'exportation. Principalement constituées de produits pétroliers (63,9 milliards en 2009, contre 123,5 milliards en 2008) et de ciment, les exportations vers le Mali, évaluées à 226,0 milliards en 2008, ont fléchi de 30,5%, ressortant à 157,1 milliards en 2009. Elles représentent 63,2% du total des exportations vers l'Union. En légère baisse, les exportations vers la Guinée Bissau sont ressorties à 28,7 milliards, contre 29,1 milliards en 2008. A hauteur de 10,7% des exportations totales dans la zone, les ventes extérieures à la Côte d'Ivoire se sont chiffrées à 26,6 milliards en 2009, contre 26,2 milliards en 2008.

Tableau I.7. Orientation géographique des exportations  
(en millions de FCFA)

	2006		2007		2008		2009	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>Exportations</b>	<b>810 563</b>	<b>100,0</b>	<b>779 441</b>	<b>100,0</b>	<b>959 983</b>	<b>100,0</b>	<b>899 238</b>	<b>100,0</b>
Union Européenne	194 535	24,0	196 419	25,2	147 837	15,4	177 950	19,8
- dont France	104 563	12,9	79 503	10,2	58 559	6,1	52 156	5,8
Etats-Unis	4 053	0,5	4 677	0,6	3 840	0,4	1 798	0,2
Japon	7 295	0,9	6 236	0,8	2 880	0,3	1 529	0,2
Inde	43 770	5,4	55 340	7,1	125 758	13,1	73 827	8,2
Chine	4 863	0,6	2 338	0,3	1 920	0,2	11 510	1,3
Thaïlande	811	0,1	779	0,1	960	0,1	459	0,1
CEDEAO	318 663	39,3	369 143	47,4	414 938	43,2	366 839	40,8
<i>UEMOA</i>	248 394	30,6	296 885	38,1	317 020	33,0	248 519	27,6
Bénin	6 537	0,8	7 069	0,9	12 603	1,3	13 141	1,5
Burkina faso	12 256	1,5	11 781	1,5	5 817	0,6	10 917	1,2
Côte d'Ivoire	22 061	2,7	32 202	4,1	26 176	2,7	26 567	3,0
Guinée-Bissau	33 500	4,1	40 841	5,2	29 084	3,0	28 721	3,2
Mali	160 966	19,9	186 142	23,9	225 889	23,5	157 079	17,5
Niger	3 268	0,4	7 069	0,9	4 847	0,5	4 751	0,5
Togo	9 805	1,2	10 210	1,3	12 603	1,3	7 342	0,8
<i>AUTRES Etats CEDEAO</i>	70 269	8,7	72 258	9,3	97 918	10,2	118 320	13,2
Dont Nigeria	3 268	0,4	6 283	0,8	8 725	0,9	8 638	1,0
Gambie	45 757	5,6	41 627	5,3	41 688	4,3	36 812	4,1
R. Guinée	23 695	2,9	22 777	2,9	37 810	3,9	31 216	3,5
Mauritanie	22 878	2,8	37 700	4,8	31 993	3,3	28 468	3,2
Autres clients	213 695	26,4	106 809	13,7	229 857	23,9	236 857	26,3
<b>Continent américain</b>	<b>8 430</b>	<b>1,0</b>	<b>13 250</b>	<b>1,7</b>	<b>11 520</b>	<b>1,2</b>	<b>3 930</b>	<b>0,4</b>
<b>Continent asiatique</b>	<b>78 949</b>	<b>9,7</b>	<b>81 062</b>	<b>10,4</b>	<b>151 197</b>	<b>15,8</b>	<b>113 844</b>	<b>12,7</b>
<b>Continent africain</b>	<b>381 937</b>	<b>47,1</b>	<b>402 971</b>	<b>51,7</b>	<b>485 271</b>	<b>50,6</b>	<b>407 355</b>	<b>45,3</b>
<b>Continent européen</b>	<b>221 284</b>	<b>27,3</b>	<b>236 171</b>	<b>30,3</b>	<b>151 677</b>	<b>15,8</b>	<b>253 585</b>	<b>28,2</b>
<b>Autres</b>	<b>119 963</b>	<b>14,8</b>	<b>45 987</b>	<b>5,9</b>	<b>160 317</b>	<b>16,7</b>	<b>120 525</b>	<b>13,4</b>

Source : ANSD / BCEAO

1-1-2 Importations de biens

Les importations totales de biens (commerce général FOB ajusté) se sont contractées de 22,4% en 2009, s'établissant à 1.947,8 milliards, contre 2.510,4 milliards un an plus tôt. Cette baisse sensible est liée au fléchissement de toutes les catégories d'importation.

Tableau I.8. Importations de biens par rubriques

(en millions de FCFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Marchandises générales	1.517.071	1.664.083	1.987.524	2.501.399	1.946.454
Biens importés pour transformation					
Réparations de biens	2.293	577	4.804	4.771	1.005
Achats de biens dans les ports par les transporteurs	4.382	5.277	3.221	4.225	306
Total des importations de biens	1.523.746	1.669.937	1.995.549	2.510.395	1.947.765

Tableau I.9. Evolution des importations de marchandises générales

(en millions de FCFA)

PRODUITS	2005	2006	2007	2008	2009
Produits alimentaires	441.664	355.967	461.782	608.516	440.289
Boissons, tabacs	28.157	31.894	39.986	44.506	36.976
Produits énergétiques	421.233	496.200	620.219	805.925	518.697
Graisses et huiles	58.507	62.046	76.910	99.519	65.841
Biens d'équipement	405.926	472.876	453.813	589.118	534.127
<i>dont matériel de transport</i>	<i>147.534</i>	<i>136.834</i>	<i>137.393</i>	<i>179.122</i>	<i>161.085</i>
<i>machines et appareils</i>	<i>223.790</i>	<i>302.358</i>	<i>298.895</i>	<i>409.995</i>	<i>373.042</i>
Autres biens de consommation	446.193	470.969	619.650	710.420	599.326
<i>dont produits pharmaceutiques</i>	<i>65.166</i>	<i>71.123</i>	<i>90.706</i>	<i>89.461</i>	<i>91.319</i>
<i>articles manufacturés</i>	<i>99.762</i>	<i>102.809</i>	<i>109.871</i>	<i>150.924</i>	<i>150.354</i>
Produits non classé ailleurs	48.137	27.802	56.164	50.915	39.343
<b>Total (Commerce Général CAF non ajusté)</b>	<b>1.849.817</b>	<b>1.917.754</b>	<b>2.328.524</b>	<b>2.908.919</b>	<b>2.234.599</b>
Ajust. de valeur	-14.021	-10.481	-15.481	54.816	-28.069
Ajust. de chronologie	-30.000	-47.618	-66.419	-144.735	-28.539
Ajust. de champ couvert	-81.951	31.348	17.502	23.496	33.888
<b>IMPORTATIONS TOTALES CAF</b>	<b>1.723.944</b>	<b>1.891.003</b>	<b>2.264.126</b>	<b>2.842.496</b>	<b>2.211.879</b>

Source : ANSD/MEF

**Tableau I.10. Evolution des importations de marchandises ajustées**  
(en milliards de FCFA)

PRODUITS	2005		2006		2007		2008		2009	
	Valeur	%								
<b>Produits alimentaires</b>	<b>340,2</b>	<b>19,8</b>	<b>348,0</b>	<b>18,4</b>	<b>473,6</b>	<b>20,9</b>	<b>686,3</b>	<b>24,2</b>	<b>453,1</b>	<b>20,5</b>
. Riz	132,9	7,7	122,5	6,5	131,3	5,8	288,0	10,1	135,3	6,1
Volume	856,4		796,5		797,4		1 012,9		771,7	
Prix	155,2		153,8		164,7		284,3		175,3	
. Blé	35,9	2,1	41,1	2,2	57,9	2,6	61,9	2,2	52,9	2,4
Volume	326,3		356,6		385,7		364,9		420,0	
Prix	110,1		115,4		150,1		169,6		126,0	
. Sucre	15,4	0,9	22,2	1,2	23,1	1,0	14,0	0,5	26,3	1,2
Volume	58,1		70,9		68,7		56,1		85,6	
Prix	265,2		313,2		336,3		249,5		306,8	
. Lait	46,2	2,7	48,5	2,9	54,7	2,4	65,4	2,3	64,8	2,9
Volume	37,6		43,0		39,8		38,3		56,3	
Prix	1 156,4		1 165,8		1 375,6		1 709,4		1 151,3	
. Autres	109,8	6,4	113,7	5,7	206,6	9,1	257,0	9,0	173,8	7,9
Volume	531,3		505,1		537,2		502,7		500,7	
Prix	211,6		221,7		384,6		511,2		347,1	
<b>Produits pétroliers</b>	<b>431,6</b>	<b>25,0</b>	<b>460,8</b>	<b>24,4</b>	<b>553,8</b>	<b>24,5</b>	<b>661,2</b>	<b>23,3</b>	<b>495,4</b>	<b>22,4</b>
. Pétrole brut	218,1	12,6	55,0	2,9	230,6	10,2	338,0	11,9	222,7	10,1
Volume	990,5		210,8		778,0		1 081,0		939,3	
Prix	220,2		261,0		296,4		312,7		237,1	
. Produits raffinés	213,5	12,4	405,8	21,5	323,2	14,3	323,2	11,4	272,7	12,3
Volume	822,6		1 503,0		991,0		811,0		1 097,0	
Prix	259,5		270,0		326,1		398,5		248,6	
<b>Biens intermédiaires*</b>	<b>414,1</b>	<b>24,0</b>	<b>426,2</b>	<b>22,5</b>	<b>515,5</b>	<b>22,8</b>	<b>561,5</b>	<b>19,8</b>	<b>409,4</b>	<b>18,5</b>
<b>Biens d'équipement</b>	<b>378,9</b>	<b>22,0</b>	<b>472,9</b>	<b>25,0</b>	<b>453,8</b>	<b>20,0</b>	<b>589,1</b>	<b>20,7</b>	<b>537,7</b>	<b>24,3</b>
. Matériels de transport	83,1	4,8	120,4	6,4	109,0	4,8	160,7	5,7	165,5	7,5
. Machines et Moteurs	261,2	15,2	302,4	16,0	299,0	13,2	305,4	10,7	250,3	11,3
. Autres	34,6	2,0	50,1	2,6	45,8	2,0	123,0	4,3	121,9	5,5
<b>Autres Biens**</b>	<b>159,1</b>	<b>9,2</b>	<b>183,0</b>	<b>9,7</b>	<b>267,4</b>	<b>11,8</b>	<b>344,4</b>	<b>12,1</b>	<b>316,3</b>	<b>14,3</b>
<b>Total (Commerce Général CAF ajusté)</b>	<b>1 723,9</b>	<b>100,0</b>	<b>1 891,0</b>	<b>100,0</b>	<b>2 264,1</b>	<b>100,0</b>	<b>2 842,5</b>	<b>100,0</b>	<b>2 211,9</b>	<b>100,0</b>
<b>Commerce Général FOB</b>	<b>1 517,1</b>		<b>1 664,1</b>		<b>1 987,5</b>		<b>2 501,4</b>		<b>1 946,5</b>	

\*matières premières animales et végétales y compris huiles et graisses, matières premières minérales, autres demi-produits

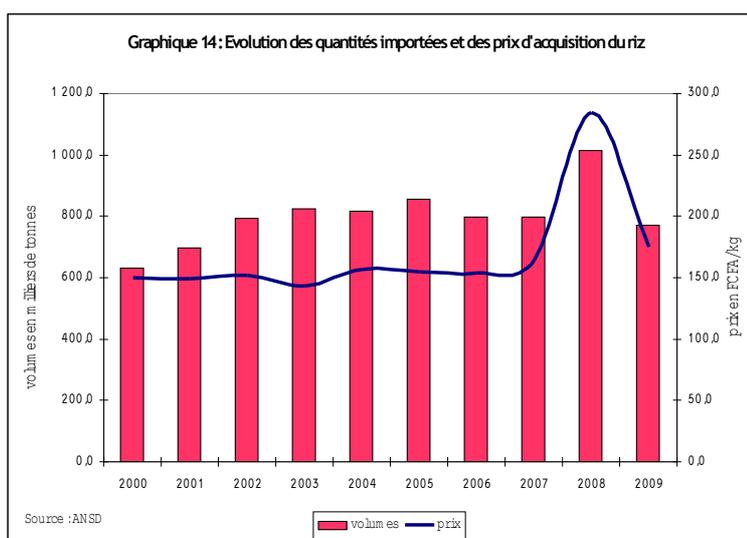
\*\* y compris boissons et tabacs

Sources : BCEAO / ANSD

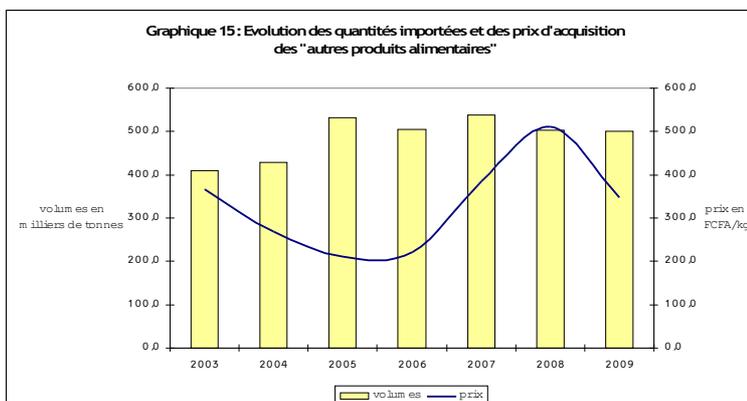
Les importations de marchandises se sont établies à 1.946,5 milliards en 2009, contre 2.501,4 milliards en 2008, en repli de 22,2%.

La facture de produits alimentaires importés s'est établie à 453,1 milliards en 2009, en retrait de 233,2 milliards par rapport à 2008. Cette évolution est due principalement à la baisse des approvisionnements en riz (-152,7 milliards) et autres produits alimentaires<sup>7</sup> (-83,2 milliards) ainsi que, dans une moindre mesure, des acquisitions de blé (-9,0 milliards) et de lait (-0,6 milliard). En revanche, les importations de sucre se sont accrues de 12,3 milliards. Globalement, les importations de produits alimentaires représentent 20,5% des importations totales de marchandises.

Après un niveau historiquement élevé en 2008 (288,0 milliards), les importations de riz ont fléchi à 135,3 milliards en 2009. Cette évolution est liée aussi bien à celle des quantités importées qu'aux prix d'acquisition (cf. graphique ci-contre). Les volumes importés se sont contractés de 28,3% en 2009, alors que les prix ont enregistré un repli de 38,3% après le choc sur les prix des denrées de première nécessité.



Les importations d'autres produits alimentaires se sont repliées de 257,0 milliards en 2008 à 173,8 milliards en 2009. Cette baisse est essentiellement liée au fléchissement des cours d'acquisition (-32,1%), les quantités importées s'étant maintenues en quasi-stabilité (-0,4%).



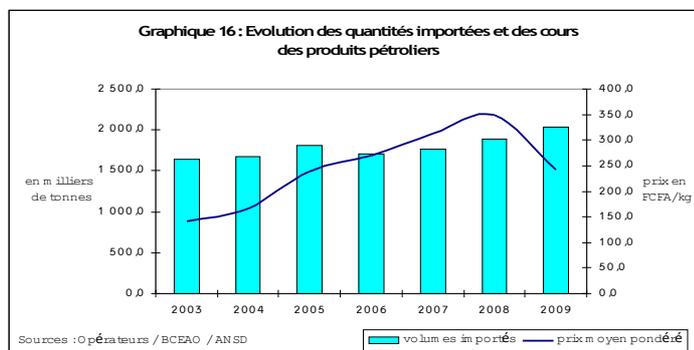
Les autres produits alimentaires sont essentiellement constitués d'animaux vivants<sup>8</sup> (24,2 milliards en 2009, contre 30,7 milliards l'année précédente), de viandes et poissons (respectivement 7,7 milliards et 8,5 milliards), de fruits, légumes et agrumes (respectivement 37,8 milliards et 38,0 milliards), de préparations alimentaires (respectivement, 65,7 milliards et 82,7 milliards) et de divers autres produits destinés à la consommation (farine, huile et autres graines de céréales).

<sup>7</sup> Les produits alimentaires ont été ajustés des données du commerce informel obtenues sur la base des travaux de réconciliation des statistiques du commerce intra-UEMOA.

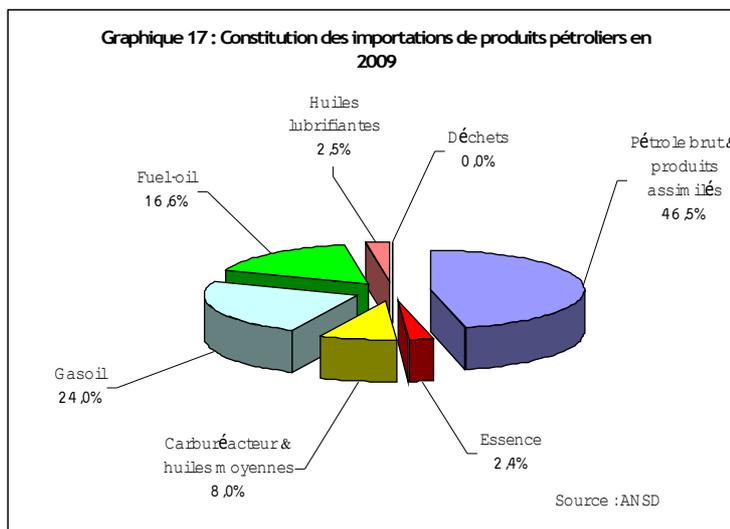
<sup>8</sup> Donnée communiquée par le Mali dans le cadre des travaux de la Cellule sous-régionale de réconciliation des échanges intra-UEMOA.

Les acquisitions de produits pétroliers ont, pour leur part, régressé de 25,1%. Les importations de pétrole brut se sont établies à 222,7 milliards en 2009, contre 338,0 milliards en 2008, soit un repli de 34,1%. Les achats de produits raffinés se sont réduits de 323,2 milliards à 272,7 milliards sur la période sous revue.

La baisse de la facture pétrolière relevée en 2009 est principalement due au fléchissement des cours. En effet, les quantités importées ont progressé de 7,6% entre 2008 et 2009, alors que les prix d'acquisition se sont repliés de 30,4%.



Les importations de produits pétroliers sont dominées par les acquisitions de pétrole brut et produits assimilés (46,5%) ainsi que les approvisionnements en gasoil (24,0%) et fuel-oil (16,6%). Les achats extérieurs de carburéacteur, d'huiles lubrifiantes et d'essence représentent respectivement 8,0%, 2,5% et 2,4% des importations de produits pétroliers.



Les importations de biens d'équipement constituent 24,3% des acquisitions extérieures de marchandises. Elles sont composées de matériels de transports, de machines et moteurs et d'autres appareils électriques. Les achats de biens d'équipement sont évalués à 537,7 milliards en 2009, après un niveau de 589,1 milliards en 2008, soit un repli de 8,7%.

Les importations de biens intermédiaires se sont contractées de 152,1 milliards en 2009. Elles représentent 18,5% des importations totales de marchandises.

Les achats à l'extérieur des «autres biens» (produits pharmaceutiques, boissons et tabacs, produits textiles et autres articles manufacturés, ...) ont également chuté de 28,1 milliards, s'établissant à 316,3 milliards en 2009, contre 344,4 milliards en 2008.

En pourcentage du PIB, les importations de produits alimentaires et de produits pétroliers ont chuté, se situant à 15,7% en 2009 contre le niveau exceptionnellement élevé de 22,6% en 2008.

Tableau I.11. Evolution des importations de produits pétroliers  
et de produits alimentaires en pourcentage du PIB

(en millions de FCFA)

<b>PRODUITS</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
Importations de produits alimentaires et de produits pétroliers (données ajustées)	771.737	808.959	1.027.394	1.347.519	948.483
PIB	4.593.100	4.893.500	5.408.300	5.950.200	6.023.208
Importations de produits alimentaires et de produits pétroliers / PIB en % (données ajustées)	16,8	16,5	19,0	22,6	15,7

Les importations de produits alimentaires et énergétiques ont baissé de 29,6% en 2009, après avoir enregistré un rythme de progression moyen de 20,4% par an sur la période 2005-2008. A cet égard, du fait de la crise alimentaire et énergétique de 2008, l'accroissement des importations de produits pétroliers et alimentaires (31,2%) entre 2008 et 2007 s'est nettement inscrite au-dessus de la tendance moyenne observée sur la période 2004-2007 (19,3%).

### Encadré 3 : Analyse de l'évolution des importations sur la période 1996-2009

Globalement, les importations ont progressé au rythme annuel moyen de 9,0% sur la période 1996-2009. Leur croissance n'a cependant pas été régulière sur toute la période.

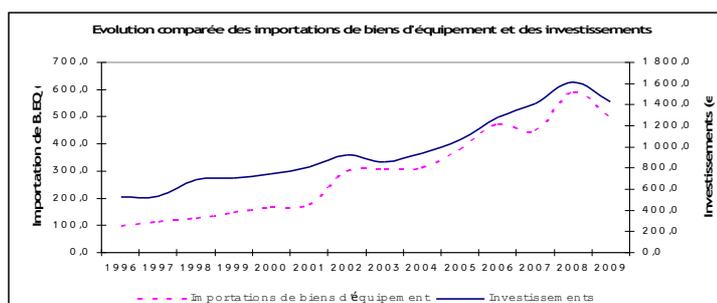
	1996-2009	1996-2000	2001-2006	2007-2009
produits pétroliers	14,0%	21,0%	15,0%	-5,4%
biens de consommation	7,0%	7,0%	8,0%	0,3%
biens intermédiaires	5,2%	8,0%	3,0%	-9,8%
biens d'équipement	13,9%	13,0%	22,0%	-9,7%
Total importations*	9,0%	10,0%	11,0%	-1,3%

La faible baisse des acquisitions de marchandises relevée sur la période 2007-2009 masque une forte augmentation entre 2007 et 2008, suite au choc sur les cours des produits alimentaires et énergétiques, atténuée par un repli en 2009. L'évolution des importations a été largement impulsée par la facture pétrolière et les acquisitions de biens d'équipement. La progression annuelle moyenne de ces deux catégories de biens a été respectivement de 14,0% et 13,9% sur la période 1996-2009. Pour leur part, les biens de consommations et les biens intermédiaires ont cru au taux annuel moyen de 7,0% et 5,2%, respectivement.

Les achats de produits pétroliers ont enregistré de fortes progressions sur les périodes 1996-2000 et 2001-2006. Leur croissance annuelle moyenne a été de 21% et de 15% sur ces deux périodes. Elle s'est repliée de 5,4% sur la période plus récente (2007-2009). La décomposition de cette évolution en effet-volume et effet-prix indique qu'elle a été essentiellement tirée par les prix. Les cours d'acquisition expliquent 60,7% de la hausse de la facture pétrolière sur la période 1996-2009 et les volumes 39,3% de cette progression.

L'évolution des importations de biens d'équipement a été relativement en phase avec celle de l'investissement. Les acquisitions de biens d'équipement ont progressé de 13,9% en moyenne annuelle sur la période 1996-2009.

Graphique 18



Source : BCEAO/ANSD

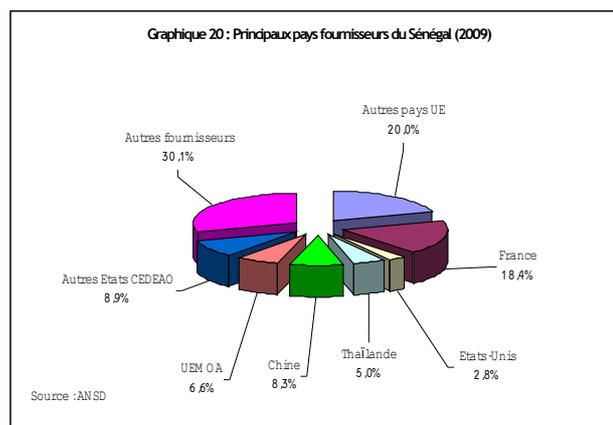
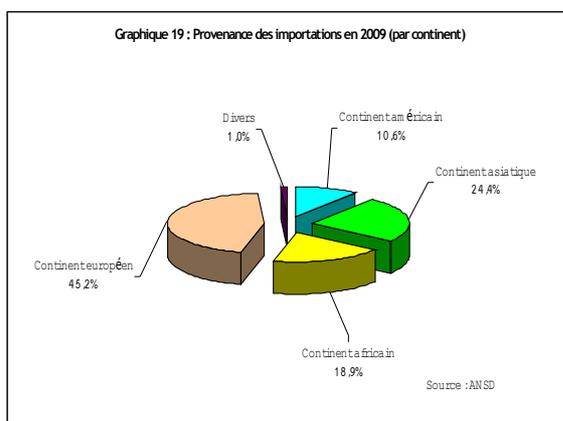
Les biens de consommation et les biens intermédiaires représentaient respectivement 43,0% et 30,2% des importations totales en 1996. Leurs parts respectives se sont réduites à 33,6% et 18,8% en 2009. Cette évolution ne traduit cependant pas une baisse de la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur en termes de consommation et de production du secteur industriel.

En effet, la progression des acquisitions de ces deux catégories de produits a été assez proche de celle de la consommation finale et du secteur secondaire qui ont cru respectivement de 6,6% et 6,2% sur la période 1996-2009. Pendant la même période, les importations de biens de consommation et de biens intermédiaires ont augmenté respectivement de 7,4% et de 6,5% en moyenne annuelle.

## **Les principaux fournisseurs du Sénégal**

La part de l'Union Européenne, principal partenaire du Sénégal, dans l'approvisionnement du marché sénégalais, a progressé de 39,8% en 2008 à 41,7% en 2009. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse de la part de la France qui reste le fournisseur principal du Sénégal avec 20,0% de part de marché, contre 17,2 % en 2008.

Les importations du Sénégal en provenance de l'Asie ont progressé de 23,4% en 2008 à 24,4% en 2009, du fait des achats auprès de la Chine (9,0%), de la Thaïlande (5,5%), du Japon (1,8%) et de l'Inde (2,2%). Ces acquisitions sont constituées pour l'essentiel de riz, de produits pharmaceutiques et électroniques.



La part du continent africain a fléchi de 21,7% en 2008 à 18,9% en 2009. Les principaux pays fournisseurs du Sénégal demeurent le Nigeria et la Côte d'Ivoire avec respectivement 9,2% et 3,6% des importations globales en 2009, contre 11,8% et 3,5% en 2008. La baisse des importations en provenance du Nigeria est essentiellement liée au repli des approvisionnements de pétrole brut destinés aux opérations de raffinage de la SAR. Les importations en provenance de l'UEMOA (7,1%), sont évaluées à 157,7 milliards en 2009, contre 201,8 milliards en 2008.

Le continent américain a vu sa part dans les achats du Sénégal à l'extérieur progresser de 9,7% en 2008 à 10,6% en 2009, malgré une baisse de leur valeur de 15,2%. Il convient toutefois de relever la hausse des importations en provenance des Etats-Unis qui sont passées de 56,9 milliards en 2008 à 66,4 milliards en 2009.

Tableau I.12. Orientation géographique des importations  
(en millions de FCFA)

	2006		2007		2008		2009	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Importations CAF	1 891 003	100,0	2 264 126	100,0	2 842 496	100,0	2 211 879	100,0
Union Européenne	979 540	51,8	1 027 913	45,4	1 131 313	39,8	921 911	41,7
- dont France	459 514	24,3	545 654	24,1	488 909	17,2	441 270	20,0
<b>Etats-Unis</b>	60 512	3,2	52 075	2,3	56 850	2,0	66 356	3,0
<b>Japon</b>	52 948	2,8	40 754	1,8	59 692	2,1	39 814	1,8
<b>Inde</b>	56 730	3,0	83 773	3,7	59 692	2,1	48 661	2,2
Thaïlande	75 640	4,0	119 999	5,3	193 290	6,8	120 547	5,5
Chine	81 313	4,3	135 848	6,0	170 550	6,0	198 184	9,0
CEDEAO	183 427	9,7	387 166	17,1	551 444	19,4	370 081	16,7
<i>UEMOA</i>	121 024	6,4	176 602	7,8	201 817	7,1	157 741	7,1
Bénin	13 237	0,7	2 264	0,1	25 582	0,9	48 419	2,2
Burkina faso	1 891	0,1	2 264	0,1	5 685	0,2	3 033	0,1
Côte d'Ivoire	64 294	3,4	104 150	4,6	99 487	3,5	78 559	3,6
Guinée-Bissau	9 455	0,5	15 849	0,7	11 370	0,4	0	0,0
Mali	28 365	1,5	31 698	1,4	48 322	1,7	13 382	0,6
Niger	0	0,0	2 264	0,1	2 842	0,1	7 006	0,3
Togo	3 782	0,2	18 113	0,8	11 370	0,4	7 342	0,3
<i>AUTRES Etats CEDEAO</i>	62 403	3,3	210 564	9,3	346 785	12,2	212 340	9,6
Dont Nigeria	60 512	3,2	210 564	9,3	335 415	11,8	203 714	9,2
Gambie	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
R. Guinée	1 891	0,1	2 264	0,1	2 842	0,1	2 212	0,1
<b>Mauritanie</b>	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
<b>Autres fournisseurs</b>	412 239	21,8	432 448	19,1	622 507	21,9	446 324	20,2
<b>Continent américain</b>	<b>208 010</b>	<b>11,0</b>	<b>230 941</b>	<b>10,2</b>	<b>275 722</b>	<b>9,7</b>	<b>233 796</b>	<b>10,6</b>
<b>Continent asiatique</b>	<b>340 381</b>	<b>18,0</b>	<b>479 995</b>	<b>21,2</b>	<b>665 144</b>	<b>23,4</b>	<b>539 477</b>	<b>24,4</b>
<b>Continent africain</b>	<b>283 650</b>	<b>15,0</b>	<b>407 543</b>	<b>18,0</b>	<b>616 822</b>	<b>21,7</b>	<b>417 382</b>	<b>18,9</b>
<b>Continent européen</b>	<b>1 049 507</b>	<b>55,5</b>	<b>1 134 327</b>	<b>50,1</b>	<b>1 270 596</b>	<b>44,7</b>	<b>998 885</b>	<b>45,2</b>
<b>Divers</b>	<b>9 455</b>	<b>0,5</b>	<b>9 057</b>	<b>0,4</b>	<b>14 212</b>	<b>0,5</b>	<b>22 340</b>	<b>1,0</b>

Source : ANSD / MEF – Commerce général (données ajustées – BCEAO).

## **I – 2 - EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES**

Le solde de la balance des services s'est dégradé de 6,7 milliards, affichant un déficit de 60,8 milliards en 2009, contre 54,1 milliards en 2008. Cette détérioration, attribuable notamment aux autres services, masque une amélioration du déficit des transports.

### **1-2-1 Les transports**

Composé du transport de passagers et de marchandises ainsi que de diverses autres activités connexes au transport, le poste «Transports» s'est amélioré de 21,3 milliards en 2009, ressortant à -258,0 milliards, contre -279,3 milliards une année auparavant. Cette évolution est imputable notamment à la baisse des dépenses d'expéditions de marchandises, en liaison avec le retrait des importations.

Le poste «Transports de passagers» s'est détérioré, en ressortant à -43,3 milliards en 2009 contre -2,9 milliards en 2008 attribuable essentiellement à la cessation d'activité de la compagnie aérienne Air Sénégal International. En revanche, les «autres activités connexes» se sont légèrement améliorés pour se situer à -7,8 milliards en 2009, contre -8,0 milliards en 2008.

**Tableau I.13. Evolution des transports**  
(en millions de FCFA)

	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
Passagers	6.611	-2.934	-3.582	-2.950	-43.210
Fret (net)	-159.060	-177.471	-212.159	-268.325	-207.030
Autres	-10.848	-6.753	-7.228	-8.030	-7.801
Solde	-163.297	-187.158	-222.969	-279.305	-258.041
IMPORTATIONS CAF	1.723.944	1.891.003	2.264.126	2.842.496	2.211.090
FRET*/IMPORTATIONS CAF en %	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0

\*paiement de fret (débit)

Source : BCEAO

### **1-2-2 Les voyages**

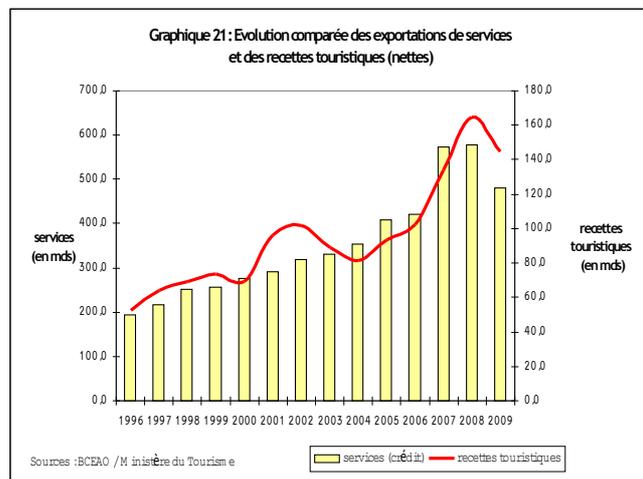
L'excédent du poste «Voyages» est passé de 164,7 milliards en 2008 à 144,8 milliards en 2009, soit une baisse de 12,1%. Conformément à la méthode de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), les recettes et dépenses touristiques ont été évaluées à partir des entrées et sorties recensées au niveau des postes de frontière. Sur cette base, les recettes ont été estimées à 218,4 milliards et les dépenses des touristes sénégalais à l'extérieur à 73,6 milliards.

**Tableau I.14. Evolution des voyages**  
( en millions de FCFA)

Année		2005	2006	2007	2008	2009
<b>Voyages</b>		<b>93.733</b>	<b>102.697</b>	<b>133.560</b>	<b>164.696</b>	<b>144.811</b>
- à titre professionnel	Crédit	51.552	51.106	66.697	48.055	41.448
	Débit	6.698	5.460	60.399	36.455	38.245
- à titre personnel	Crédit	79.310	79.771	187.935	195.175	176.982
	Débit	27.431	22.720	60.673	42.079	35.374

Sources : BCEAO / Ministère de l'Artisanat, du Tourisme et des Relations avec le secteur privé et le secteur informel.

Le solde des services a, pour une large part, été soutenu par les recettes touristiques dont les entrées sont passées de 79,9 milliards en 1996 à 218,4 milliards en 2009. Cette progression, au rythme annuel moyen de 8,0%, masque, toutefois, la contre-performance enregistrée en 2009, après l'organisation du sommet de l'OCI en 2008. En effet, sur la période 1996-2008, le taux de croissance annuelle moyen s'est établie à 9,7%, contre un repli de 10,2% en 2009.



La contre-performance de 2009 reflète également les effets de la crise économique mondiale sur l'activité touristique au Sénégal.

**ENCADRE 4 : EVALUATION DES STATISTIQUES DU POSTE VOYAGE**

Le recensement au niveau des postes de frontière a révélé une entrée de 854.008 touristes en 2009. Les recettes ont été évaluées sur la base de la dépense journalière et de la durée de séjour qui varient selon le site d'hébergement. Les données sur la dépense journalière et la durée de séjour sont tirées de l'exploitation d'une enquête réalisée par le Ministère des Sénégalais de l'Extérieur et du Tourisme en 2002.

	Hôtels	Auberge+Campements+Résidences	Parents et amis	Autres postes frontière	croisiéristes	AUTRES	TOTAL
Arrivée de Touristes	214 726	17 110	162 401	434 693	3 777	21 301	854 008
durée moyenne	3,7	3,7	11,13	11,13	3,7	11,13	10,06
dépense moyenne	51 915	22 687	17 237	28 686	22 905	22 905	32 589
Estimation des recettes*	41 246	1 436	31 167	138 837	320	5 432	218 438

\*en millions de FCFA

Les dépenses touristiques ont été calculées selon la même méthode. A cet égard, une matrice de la dépense journalière par zone géographique et selon le motif du voyage a été estimée.

en francs CFA par jour	Europe et Amérique du Nord	Afrique	Asie et Moyen-Orient
Sorties par air			
Loisir	22 687	17 237	19 962
Affaires	69 044	51 915	60 480
Autres	45 866	34 576	40 221
Sorties par terre		8 619	

Sur la base des recensements au niveau de l'aéroport et d'une estimation des sorties au niveau des autres postes de frontière, le tourisme émetteur a totalisé un nombre de 212.378. Par ailleurs, un sondage effectué auprès d'un échantillon d'agences de voyage a permis de compléter les données sur la durée moyenne de séjour, le motif du voyage et la destination.

En ce qui concerne les voyageurs utilisant le mode aérien, les principales destinations sont l'Europe et l'Amérique du Nord (50,8%), l'Asie et le Moyen-Orient (28,4%) et l'Afrique (20,8%). Ces voyages ont essentiellement pour motif les affaires (51,8%), le loisir (29,5%), l'éducation et la santé (18,7%). La durée moyenne de séjour varie essentiellement en fonction du motif du voyage.

en Millions de FCFA	Europe et Amérique du Nord	Afrique	Asie et Moyen-Orient	TOTAL
Loisir	5 682	825	1 306	7 812
Affaires	20 276	6 241	9 939	36 456
Autres	10 194	3 146	5 003	18 343
TOTAL AIR (I)	36 152	10 211	16 247	62 610
TOTAL TERRE (II)	0	11 009	0	11 009
TOTAL (I)+(II)	36 152	21 220	16 247	73 619

Source : BCEAO

1-2-3 Les autres services

L'excédent des autres services s'est replié de 8,0 milliards, passant de 60,5 milliards en 2008, à 52,5 milliards en 2009 suite au repli de l'excédent des services de communication, des services fournis ou reçus par les administrations et, dans une moindre mesure, des services de BTP. En revanche, les autres services aux entreprises se sont inscrits en hausse passant de 8,9 milliards en 2008 à 16,5 milliards en 2009.

Tableau I.15. Evolution des autres services  
(en millions de FCFA)

	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
<b>Autres services</b>	<b>53.286</b>	<b>65.960</b>	<b>71.337</b>	<b>60.553</b>	<b>52.456</b>
- Services BTP	35.583	8.130	8.124	8.971	8.638
- Services d'assurances	-35.650	-32.296	-39.690	-54.151	-41.865
<i>dont assurances sur marchandises</i>	<i>-34.480</i>	<i>-37.559</i>	<i>-45.283</i>	<i>-56.849</i>	<i>-44.237</i>
- Services fournis ou reçus par les administrations	30.643	29.959	34.454	38.664	33.816
- Services de communication	35.457	54.306	60.216	58.071	35.410
- Autres Services aux entreprises	-12.747	5.861	8.233	8.978	16.457

Source : BCEAO

Les services de communication nets sont globalement évalués à 35,4 milliards en 2009 contre 58,1 milliards en 2008, soit un repli de 22,7 milliards des revenus au titre des balances de trafic internationales. Cette baisse est liée au retrait de certains opérateurs européens et américains qui avaient contribué, en 2008, respectivement à hauteur de 15,0 milliards et 9,3 milliards aux exportations des services de communication.

Les services fournis et reçus par les administrations sont subdivisés en services reçus ou fournis par les «Ambassades et Consulats», les «Unités et organismes militaires» et les «Autres». Le solde des services fournis et reçus par les Ambassades et Consulats s'est replié de 7,3 milliards (7,5 milliards en 2009 contre 14,8 milliards en 2008). Le solde des «Autres services» fournis principalement par le Port Autonome de Dakar ou acquis par des Institutions internationales a, pour sa part, atteint 26,3 milliards en 2009 contre 23,9 milliards en 2008.

Les autres services aux entreprises ont progressé de 9,0 milliards en 2008 à 16,5 milliards en 2009 du fait essentiellement des «Divers services aux entreprises», notamment les services offerts par les compagnies de consignation et de transit ainsi que les entreprises aéroportuaires.

### **I – 3 – EVOLUTION DES REVENUS**

Le déficit des revenus s'est détérioré de 58,7 milliards, s'établissant à -80,1 milliards en 2009 contre -21,4 milliards en 2008. Cette évolution est imputable notamment à la dégradation de 59,6 milliards des revenus des investissements, dont le déficit passe de 59,0 milliards en 2008 à 118,6 milliards en 2009. Le déficit de la balance des revenus s'est creusé, passant à 0,4% à 1,3% du PIB.

#### **1-3-1 Revenus du travail**

Les revenus nets du travail, structurellement excédentaires, ont progressé de 37,6 milliards en 2008 à 38,4 milliards en 2009. Aussi, la part des entrées au titre des revenus du travail dans les revenus nets totaux perçus au profit de l'économie sénégalaise affiche une hausse, s'établissant à 56,4%, contre 33,6% une année auparavant. Cette évolution de la part des revenus du travail s'explique par leur progression (45,6 milliards en 2009, contre 43,8 milliards en 2008), dans un contexte de flux entrant des revenus des investissements moins important en 2009 (80,9 milliards) qu'en 2008 (130,1 milliards).

#### **1-3-2 Revenus des investissements**

Le solde des revenus des investissements s'est inscrit en dégradation de 59,6 milliards, se situant à -118,6 milliards en 2009, contre -59,0 milliards en 2008. Cette évolution est imputable à celle des revenus des investissements directs, des revenus des autres investissements et dans une moindre mesure, des revenus des investissements de portefeuille.

Les revenus nets des investissements directs se sont détériorés de 36,3 milliards, s'établissant à -45,2 milliards en 2009, contre -8,9 milliards en 2008, du fait notamment des sorties nettes au titre des dividendes et bénéfices distribués plus importantes, soit -48,0 milliards en 2009, contre -8,7 milliards en 2008. Cette situation est essentiellement due à des entrées moins importantes de bénéfices et dividendes au profit du secteur des télécommunications (16,6 milliards en 2009, contre 55,0 milliards en 2008). Les paiements de dividendes ont, pour leur part, légèrement augmenté, atteignant 64,6 milliards en 2009 après 64,0 milliards en 2008.

Le déficit des investissements nets de portefeuille a augmenté de 39,4 milliards en 2008 à 48,5 milliards en 2009 du fait du revenu des titres de participation et des titres de créances qui passent respectivement de -30,3 milliards en 2008 à -36,9 milliards en 2009 et de -9,1 milliards en 2008 à -11,6 milliards en 2009.

Le revenu net des autres investissements s'est également détérioré. Le déficit enregistré s'est inscrit en hausse de 10,7 milliards en 2008 à 24,9 milliards en 2009 à la faveur de la hausse des charges d'intérêts sur la dette publique extérieure qui sont passées de 14,5 milliards en 2008 à 21,3 milliards en 2009, du fait de la hausse des engagements de l'Etat envers ses créanciers étrangers. Par ailleurs, la part des intérêts sur la dette publique extérieure (hors intérêts sur obligations et autres titres d'emprunt) dans le total des revenus d'investissements s'est inscrite en hausse, ressortant à 13,9% en 2009 contre 10,0% en 2008.

Tableau I.16. Evolution des revenus du travail

(en millions de FCFA)

	2005			2006			2007			2008			2009		
	C	D	S	C	D	S	C	D	S	C	D	S	C	D	S
Total des revenus	109.136	156.931	-47.795	91.683	124.854	-33.171	96.616	132.004	-35.388	130.140	151.588	-21.448	80.884	161.033	-80.149
Dont Revenus du travail	37.895	5.607	32.288	39.043	5.173	33.870	40.779	6.461	34.318	43.757	6.156	37.601	45.652	7.231	38.421
Revenus du travail / Total des revenus en %	34,7			42,6			42,2			33,6			56,4		

Sources : BCEAO

Tableau I.17. Evolution des revenus des investissements

(en millions de FCFA)

	2005			2006			2007			2008			2009		
	C	D	S	C	D	S	C	D	S	C	D	S	C	D	S
<b>Total des revenus des investissements</b>	<b>71.241</b>	<b>151.324</b>	<b>-80.083</b>	<b>52.640</b>	<b>119.681</b>	<b>-67.041</b>	<b>55.837</b>	<b>125.543</b>	<b>-69.706</b>	<b>86.383</b>	<b>145.432</b>	<b>-59.049</b>	<b>35.232</b>	<b>153.802</b>	<b>-118.570</b>
. Revenus des investissements directs	59.014	91.231	-32.217	38.040	64.775	-26.735	40.032	67.674	-27.642	70.680	79.606	-8.926	24.307	69.468	-45.161
. Investissements de portefeuille	6.482	22.975	-16.493	6.078	28.577	-22.499	5.662	37.730	-32.068	5.113	44.540	-39.427	6.764	55.286	-48.522
. Autres investissements <i>dont Intérêts sur la dette extérieure publique</i>	5.745	37.118	-31.373	8.522	26.329	-17.807	10.143	20.139	-9.996	10.590	21.111	-10.696	4.161	29.048	-24.887
<i>directe</i>	-	30.046	-30.046	-	22.601	-22.601		13.789	-13.789		14.539	-14.539		21.325	-21.325
<b>Intérêts sur la dette extérieure / Total des revenus des investissements (en %)</b>		<b>19,9</b>			<b>18,9</b>			<b>11,0</b>			<b>10,0</b>			<b>13,9</b>	

Sources : BCEAO

## I - 4 – EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS

L'excédent des transferts courants, arrêté à 695,6 milliards en 2009, a baissé de 58,7 milliards comparativement à son niveau de 754,3 milliards enregistré en 2008.

Tableau I.18. Evolution des transferts courants  
(en millions de FCFA)

	2005	2006	2007	2008	2009
Transferts courants des Adm. Publ.	56.795	28.166	52.006	32.514	23.147
Transferts courants des Autres secteurs	340.789	409.300	566.016	721.841	672.489
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	<i>332.233</i>	<i>399.517</i>	<i>468.218</i>	<i>558.880</i>	<i>516.857</i>
Total des transferts courants	397.584	437.466	618.022	754.355	695.636

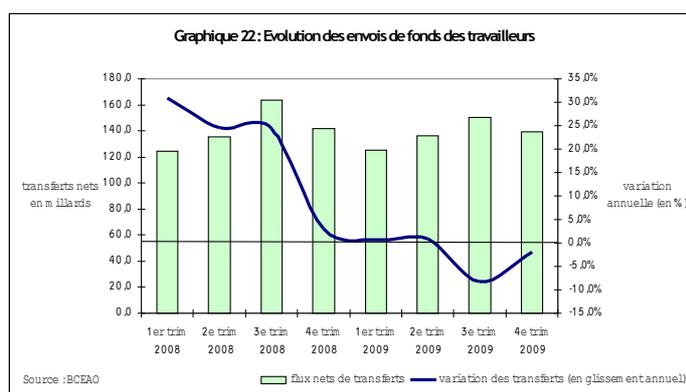
Source : BCEAO

Cette évolution reflète principalement un repli des transferts nets au profit des autres secteurs. Ces derniers sont passés de 721,8 milliards en 2008 à 672,5 milliards en 2009, soit un recul de 49,3 Mds, imputable à une baisse des envois de fonds des travailleurs (-42,0 milliards), en liaison avec la crise financière. Ainsi, les transferts des émigrés qui ont enregistré une hausse continue depuis 2005 enregistrent un repli au cours de l'année 2009.

La répartition géographique du solde des transferts en 2009 montre que ceux-ci sont alimentés, pour l'essentiel, par les envois en provenance des pays européens (61,9% des entrées nettes). Les Etats-Unis et les autres pays africains contribuent à part égale (9,1%). L'UEMOA et les autres pays participent dans des proportions respectives de 2,8% et 17,1% à l'excédent des transferts.

La persistance de la crise dans les pays avancés, explique principalement le repli de la croissance des transferts (en glissement annuel) observé à partir du deuxième trimestre 2009.

Globalement sur l'année sous revue les envois de fonds des migrants se sont repliés de 7,5% comparativement à 2008.



Il ressort de l'évolution de la structure géographique des transferts rapides, entre 2008 et 2009, une baisse des transferts en provenance de l'Union Européenne qui passent de 370,7 Mds en 2008 à 362,7 Mds en 2009, en rapport avec le repli des transferts venant d'Italie (-8,0%).

Les transferts reçus des autres pays et des pays membres de l'UEMOA ont également diminué dans des proportions respectives de 23% et 0,8%. S'agissant des Etats-Unis, les entrées nettes ressortent en hausse de 8,3% sur la période de référence.

S'agissant des dons et autres concours officiels, ils se sont également inscrits en retrait de 9,4 milliards, ressortant à 23,1 milliards en 2009. Ces transferts officiels couvrent notamment les appuis budgétaires bilatéraux provenant des Pays-Bas (14,7 Mds), du Canada (12,8 Mds) et de l'Union Européenne (19,1) Mds).

## II – EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières enregistre les transferts de capital, les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits ainsi que les mouvements relatifs aux investissements.

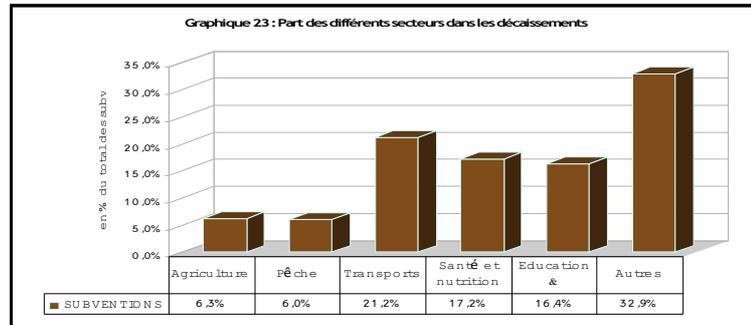
### II - 1 – EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital enregistre les transferts de capital et les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits. En 2009, l'excédent du compte de capital est évalué à 145,1 milliards, contre 107,7 milliards en 2008.

#### 2-1-1 Evolution de la balance des transferts de capital

L'excédent des transferts de capital est passé de 107,8 Mds en 2008 à 145,1 Mds en 2009. Hors remises de dettes, les transferts de capital sont évalués à 143,5 milliards en 2009, contre 105,8 milliards en 2008.

Les subventions ont été allouées, essentiellement aux secteurs «Pêche» (6,0%), «Agriculture» (6,3%), «Education et formation» (16,4%), «Santé et nutrition» (17,2%) et «Transports» (21,2%).



En ce qui concerne les dons projets, ils sont passés de 97,9 milliards en 2008 à 135,1 milliards en 2009. Au cours de l'année 2009, le Sénégal a mobilisé des subventions auprès du FED (48,3 milliards), de l'USAID (17,9 milliards), de la France (5,5 milliards), du Japon (21,1 milliards), du Luxembourg (7,4 milliards), de l'Espagne (7,5 milliards) et de divers bailleurs (27,4 milliards).

Pour leur part, les transferts de capital des autres secteurs ont progressé de 7,9 milliards en 2008 à 8,4 Mds en 2009.

Tableau II.1. Evolution des transferts de capital  
(en millions de FCFA)

	2005	2006	2007	2008	2009
Transferts de capital des APU	99.963	1.193.354	87.869	99.865	136.679
Remises de dettes	36.598	1.114.900	2.133	1993	1.616
Autres transferts	63.365	78.454	85.736	97.872	135.063
Transferts de capital des autres secteurs	5.672	6.504	7.294	7942	8.408
Total des Transferts de capital	105.635	1.199.858	95.163	107.807	145.087
Transferts de capital (hors remises de dettes)	69.037	84.958	93.030	105.810	143.471

Source : BCEAO

## 2-1-2 Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits

Ce poste enregistre des transactions relatives aux actifs corporels utiles ou indispensables pour la production de biens et de services, mais qui n'ont pas été produits eux-mêmes (terre, ressources du sous-sol, etc.) et aux actifs incorporels intangibles (brevets, droits d'auteurs, licences, marques commerciales, etc.). Un faible montant, soit une valeur de 1 Md de FCFA en 2009, a été enregistré au titre des acquisitions d'actifs non financiers non produits.

## **II - 2 – EVOLUTION DU COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES**

Le compte des opérations financières regroupe les investissements directs (participations supérieures à 10% du capital), les investissements de portefeuille (participations inférieures à 10% et titres d'emprunt), les autres investissements (crédits commerciaux, prêts, monnaie fiduciaire et dépôts et autres opérations financières) et les avoirs de réserve détenus par l'autorité monétaire.

### 2-2-1 Evolution des opérations financières (présentées dans l'optique des composantes standard)

L'excédent du compte d'opérations financières est passé à de 732,3 milliards en 2008 à 256,2 milliards en 2009 suite au repli des «autres investissements» (investissements autres que les investissements directs et les investissements de portefeuille).

Tableau II.2. Evolution du compte d'opérations financières

(en millions de FCFA)

	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
- Investissements directs	27.592	110.031	130.707	121.520	114.699
- Investissements de portefeuille	-2.331	-2.299	22.984	36.548	65.043
- Autres investissements	229.371	-862.952	383.841	600.855	278.865
<i>Hors allègements de dettes</i>	<i>265.969</i>	<i>251.948</i>	<i>385.974</i>	<i>602.849</i>	<i>280.481</i>
- Avoirs de réserve	-6.711	2.497	-73.729	-26.654	-202.438
Total des opérations financières	247.921	-752.723	463.803	732.269	256.169
<i>Hors allègements de dettes</i>	<i>284.519</i>	<i>362.177</i>	<i>465.936</i>	<i>734.260</i>	<i>257.785</i>

Source : BCEAO

Les investissements directs nets sont passés de 121,5 milliards en 2008 à 114,7 milliards en 2009, soit une baisse de 6,8 milliards imputable au retrait des investissements directs de non résidents au profit de l'économie sénégalaise (151,1 milliards en 2009 contre 178,1 milliards l'année précédente), atténuée par l'amélioration du solde des investissements des résidents à l'étranger<sup>9</sup> (-36,4 milliards) en 2009 contre (-56,5 milliards) en 2008.

<sup>9</sup> Les transferts de résidents aux fins d'acquisition immobilière à l'étranger, recensés dans le cadre des enquête annuelle sur les transferts de fonds, ont été inclus dans les investissements de l'économie à l'étranger et ceux des non-résidents ont été intégrés dans les investissements de l'étranger dans l'économie

Le solde des investissements de portefeuille est passé d'un excédent de 36,5 milliards en 2008 à 65,0 milliards en 2009, suite essentiellement à la hausse des engagements des administrations publiques (émission obligations et autres titres d'emprunt) ressortant à 109,9 milliards 2009 contre 4,1 milliards en 2008.

Les autres investissements nets sont évalués à 278,9 milliards en 2009 contre 600,8 milliards en 2008. Cette évolution est due notamment à la baisse, au titre des engagements, des prêts nets accordés à des résidents qui ont atteint 219,9 milliards en 2009 contre 373,1 milliards l'année précédente. L'Etat n'a pu mobiliser des ressources extérieures qu'à hauteur de 174,5 milliards (contre 248,5 milliards en 2008) dont 132,3 milliards auprès de partenaires multilatéraux (IDA, FAD, BID, FKDEA, BADEA) et 42,2 milliards auprès de créanciers bilatéraux dont la Chine (22,0 milliards), l'Inde (10,7 milliards) et l'Italie (6,5 milliards).

Les détails du financement exceptionnel, inclus dans les autres investissements, figurent dans les renseignements complémentaires fournis en annexe.

S'agissant des avoirs de réserve de la Banque Centrale, ils se sont améliorés de 202,4 milliards en 2009, après avoir enregistré une hausse de 129,9 milliards en 2008.

#### 2-2-2 Evolution des opérations financières recalculées dans l'optique de présentation habituelle de la BCEAO

##### 2-2-2-1 Evolution des opérations financières

Le solde des opérations financières, établi selon l'optique de présentation traditionnelle de la BCEAO, qui distingue les capitaux non monétaires des capitaux monétaires ou mouvements d'avoirs extérieurs nets du système bancaire, s'établit à 352,7 milliards en 2009, contre 643,9 milliards en 2008.

Tableau II.3. Evolution des opérations financières (selon l'optique habituelle de la BCEAO)  
en millions de FCFA

	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
- Investissements directs	27.592	110.031	130.707	121.520	114.699
- Investissements de portefeuille	14.418	-3.383	28.775	21.105	114.228
- Autres investissements*	191.848	-760.322	375.077	501.238	123.801
<b>Total des opérations Financières</b>	<b>233.858</b>	<b>-653.674</b>	<b>534.559</b>	<b>643.860</b>	<b>352.728</b>

\* non compris les avoirs et les engagements du système monétaire

Source : BCEAO

En tenant compte du solde courant et de l'ensemble des capitaux non monétaires et des erreurs et omissions nettes, la balance des paiements dégage, en définitive, un solde excédentaire de 96,5 milliards en 2009 contre un déficit de 88,4 milliards en 2008.

2-2-2-2 Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale et des banques de dépôts : le solde monétaire

En 2009, l'incidence des transactions extérieures sur les avoirs extérieurs nets de l'ensemble du système monétaire s'est traduite par une amélioration des avoirs extérieurs nets de la BCEAO et de la position extérieure des banques de dépôts. Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des banques commerciales se sont améliorés respectivement de 72,5 milliards et de 24,0 milliards.

Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 671,7 milliards en 2008 à 744,2 milliards en 2009 soit, compte non tenu des contreparties de réévaluation, une amélioration de 72,5 milliards résultant d'une hausse des avoirs de 202,4 milliards atténuée par un accroissement des engagements de 129,9 milliards.

Les avoirs extérieurs bruts sont passés de 761,7 milliards en 2008 à 964,1 milliards en 2009, traduisant une hausse de la position créditrice du Sénégal au compte des disponibilités extérieures de la Banque Centrale (120,4 milliards) et les Droits de Tirages Spéciaux (DTS) détenus (92,9 milliards). Pour leur part, les engagements extérieurs de la Banque Centrale ont progressé de 89,9 milliards à 219,9 milliards, soit une hausse de 129,9 milliards.

En définitive, en excluant de la variation globale des avoirs extérieurs nets officiels la contrepartie de la réévaluation des engagements à l'égard du FMI (700 millions), la position extérieure de la Banque Centrale liée à des transactions réelles ressort à 72,5 milliards en 2009.

Tableau II.4. Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale  
(en millions de FCFA)

	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>VARIATION 2009/2008</b>
<b>AVOIRS</b>	663.776,5	661.279,3	735.008,1	761.669,1	964.107,5	202.438,4
. Position de réserve	5.548,9	-2.066,7	-3.766,0	7.719,1	-3.037,9	-10.757,0
. DTS détenus	765,1	27,9	52,4	83,4	94.660,4	94.577,0
. Avoirs en devises	812,2	1.529,7	1.148,0	2.364,6	568,8	-1.795,8
Pos.Créd.Dispon.Ext	656.652,3	661.788,4	737.573,7	751.502,0	871.916,2	120.414,2
<b>ENGAGEMENTS</b>	160.223,2	72.925,3	72.561,1	89.922,1	219.832,2	129.910,1
. Recours au crédit du Fonds	82.486,6	12.985,2	12.202,8	30.200,7	75.894,0	45.693,3
. Banques et Institutions étrangères	61.991,9	55.641,2	56.393,4	53.495,2	46.243,0	-7.252,2
. Engagements en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	94.577,0	94.577,0
. Autres dépôts étrangers	13.989,8	3.373,6	4.655,5	6.276,6	4.604,6	-1.672,0
. Transferts à exécuter	1.239,1	1.625,1	19,9	851,3	0	-851,3
. Ajustements (encaisses détenues par des non-résidents)	515,9	-699,6	-710,3	-901,7	-1.486,4	-584,7
<b>AVOIRS NETS</b>	503.553,3	588.354,0	662.447,0	671.747,0	744.275,3	72.528,3
Contrepartie de réévaluation	231	971,7	228,0	1.201,1	700	

Sources : BCEAO

Evolution des avoirs et engagements extérieurs des  
banques de dépôts et autres institutions monétaires

La position extérieure nette des banques de dépôts s'est améliorée de 24,0 milliards, sous l'effet d'une hausse des avoirs extérieurs bruts (+26,9 milliards) couplée à une hausse des engagements de 2,9 milliards.

Tableau II.5. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des  
banques de dépôts et autres institutions monétaires

- Evolution des avoirs extérieurs nets globaux  
(en millions de FCFA)

	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>variation 2009/2008</b>
AVOIRS	296.567	363.284	371.673	327.234	354.233	26.999
. Banques	296.567	363.284	371.673	327.234	354.233	26.999
. Autres institutions monétaires						
ENGAGEMENTS	251.281	303.084	314.810	368.077	371.045	2.968
. Banques	251.281	303.084	314.810	368.077	371.045	2.968
. Autres institutions monétaires						
Position monétaire extérieure	45.286	60.200	56.863	-40.843	-16.812	24.031

Source : BCEAO

Le tableau ci-après retrace l'évolution de la variation des avoirs extérieurs nets globaux.

Tableau II.6. Evolution des avoirs extérieurs nets  
(en millions de FCFA)

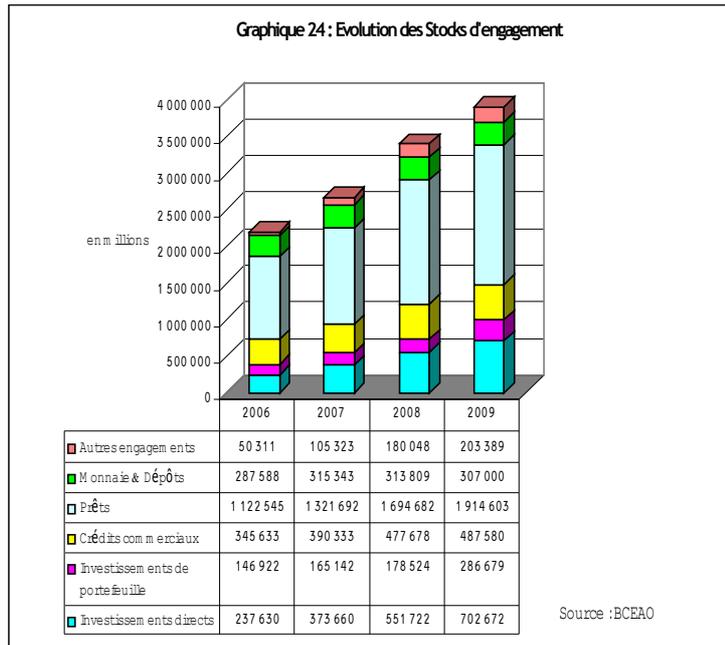
	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
1. VARIATIONS DES AEN DES BANQUES ET AUTRES INSTITUTIONS MONETAIRES	-29.158	15.220	-3.337	-97.706	24.031
. (Variation globale)	-29.429	15.220	-3.337	-97.706	24.031
. (Contrepartie des réévaluations)	-	-	-	-	-
2. VARIATION DES AEN DE LA BANQUE CENTRALE	15.095	83.829	74.093	9.300	72.528
. (Variation globale)	15.326	84.800,7	74.321	10.500	71.830
. (Contrepartie des réévaluations)	-231	-971,7	-228	-1.201	700
SOLDE GLOBAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS (1+2)	-14.063	99.049	70.756	-88.406	96.559

### III – LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

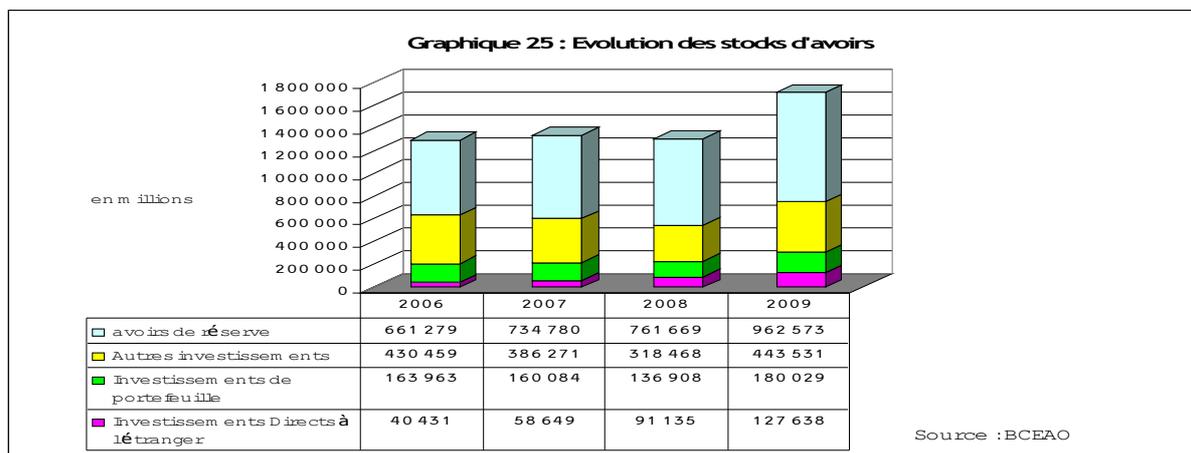
La Position Extérieure Globale du Sénégal (PEG) s'est établie à -2.253,1 milliards en 2009, contre -2.088,8 milliards en 2008. Ce repli résulte d'une hausse des engagements extérieurs plus importante que celle des avoirs.

En effet, les engagements extérieurs sont passés de 3.396,5 milliards en 2008 à 3.901,9 milliards en 2009, à la faveur d'un accroissement de tous les postes et, plus particulièrement, des investissements directs étrangers et des autres investissements.

Le stock d'IDE passe de 551,7 milliards à 702,7 milliards, impulsé par l'encours de capital social (+110,1 milliards) et des bénéfices réinvestis (+40,9 milliards). Pour sa part, le stock des investissements de portefeuille progresse de 108,2 milliards, tiré essentiellement par l'émission obligataire internationale du Gouvernement (90 milliards) et les titres émis sur le marché financier régional. L'évolution des autres investissements est, quant-à-elle, entretenue principalement par les tirages publics. Ainsi, l'encours de la dette publique extérieure est passé de 1.171,6 milliards en fin 2008 à 1.461,1 milliards en fin 2009.



S'agissant des avoirs détenus à l'étranger, ils ont augmenté de 1.307,7 milliards en 2008 à 1.648,8 milliards en 2009, du fait principalement des autres investissements (+60,6 milliards) et des avoirs de réserve (+200,9 milliards). La forte hausse des avoirs de réserve est liée essentiellement aux allocations (générale et spéciale) de DTS, aux tirages au titre de la facilité contre les chocs exogènes ainsi qu'à l'encaissement de la contrepartie en devise de l'émission obligataire internationale.



## IV - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES REQUIS SUR CERTAINS POSTES

**LE FINANCEMENT EXCEPTIONNEL**

Le financement exceptionnel, inclus dans les postes retraçant les transferts de capital (remise de dettes) et les autres investissements (rééchelonnements, arriérés...) en application des instructions de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements, est retracé ci-dessous pour mémoire.

Tableau IV.1. Evolution du financement exceptionnel

(en millions de FCFA)

	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
<b>I – Transferts</b>	<b>30.300</b>	<b>38.760</b>	<b>2.134</b>	<b>1.994</b>	<b>1.616</b>
- Remises de dettes	30.300	38.760	2.134	1.994	1.616
<b>II – Autres investissements</b>	<b>33.020</b>	<b>3.500</b>			
<b>Engagements</b>					
1. Economies sur rééchelonnement	33.020	3.400			
Dont					
- principal	29.340	3.200			
- intérêts	3.680	200			
2. Club de Paris différé «post-cut-off-date»					
3. Différé de paiement					
4. Variation des arriérés					
<b>I + II (Total financement exceptionnel)</b>	<b>63.320</b>	<b>42.160</b>	<b>2.134</b>	<b>1.994</b>	<b>1.616</b>

Sources : BCEAO - DDI

## **CONCLUSION**

L'évolution des transactions extérieures entre le Sénégal et le reste du monde fait ressortir, en 2009, un solde globalement positif, dans un contexte marqué par une crise financière qui, outre son incidence négative sur les exportations de biens et services, a limité la mobilisation des capitaux étrangers. Sous l'optique de la présentation de la BCEAO, le solde global affiche un excédent de 96,5 milliards en 2009, contre un déficit de 88,4 milliards l'année précédente.

Cependant, la structure des échanges extérieurs du Sénégal fait ressortir une vulnérabilité de l'économie aux chocs externes, qui s'est manifestée à travers une sensibilité du compte courant aux termes de l'échange et aux performances limitées des filières d'exportation.

L'amélioration du solde global de la balance des paiements (optique BCEAO) est à l'actif du compte courant, entretenu par une atténuation du déficit du solde commercial, en raison de l'incidence de la baisse des cours des produits pétroliers et alimentaires et le repli des achats de biens d'équipement. Pour sa part, l'excédent du solde du compte de capital et d'opérations financières s'est inscrit en retrait au cours de la période sous revue. Au total, ces évolutions ont conféré au déficit courant un profil exceptionnel, ressortant à 6,7% du PIB en 2009.

Avec un niveau de 403,0 milliards, le déficit du solde des paiements courants s'est amélioré de 440,7 milliards, imprimé par l'atténuation du solde commercial (+564,8 milliards), nonobstant la détérioration des services nets, des revenus nets et des transferts courants.

En ce qui concerne le compte de capital et d'opérations financières, son excédent s'établit à 496,8 milliards en 2009, contre 751,1 milliards en 2008, sous l'effet d'une baisse des «autres investissements» et, dans une moindre mesure, des investissements directs.

Au total, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 96,5 milliards, traduisant une amélioration de la position extérieure de la Banque Centrale de 72,5 milliards et des avoirs extérieurs nets des banques de 24,0 milliards.

Le profil de la Position Extérieure Globale (PEG) fait ressortir une hausse plus importante des engagements relativement aux avoirs. En effet, le stock des engagements a augmenté de 505,5 milliards, tandis que les avoirs se sont accrus de 341,2 milliards. Cette dernière évolution est impulsée par les avoirs de réserve et les autres investissements. Pour leur part, les engagements sont tirés, principalement, par les investissements directs, l'émission obligataire internationale du Gouvernement ainsi que les titres émis sur le marché régional.

## EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

(Présentation cinquième édition du manuel de balance des paiements du FMI)

(EN MILLIONS DE F.CFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>BIENS</b>	-521 083	-691 305	-836 466	-1 193 338	-1 522 533	-957 702
<b>EXPORTATIONS FOB</b>	797 411	832 441	833 471	802 211	987 862	990 063
<i>dont Marchandises générales</i>	786 176	818 999	817 086	785 410	969 480	984 641
<b>IMPORTATIONS FOB</b>	1 318 494	1 523 746	1 669 937	1 987 524	2 510 395	1 947 765
<i>dont Marchandises générales</i>	1 309 439	1 517 071	1 664 083	1 987 524	2 501 399	1 946 454
<b>SERVICES NETS</b>	-14 789	-16 278	-18 501	-18 072	-54 076	-60 773
<b>TRANSPORTS</b>	-149 915	-163 297	-187 158	-222 969	-279 305	-258 040
<i>dont Fret</i>	-141 169	-159 060	-177 471	-212 159	-268 325	-207 030
<b>VOYAGES</b>	81 606	93 733	102 697	133 560	164 696	144 811
<b>AUTRES SERVICES</b>	53 520	53 286	65 960	71 337	60 533	52 456
<i>dont Assurances / Marchandises</i>	-32 766	-34 480	-37 559	-45 283	-56 849	-44 237
<b>REVENUS NETS</b>	-69 044	-47 237	-33 171	-35 388	-21 448	-80 149
<b>REVENUS DU TRAVAIL</b>	31 392	32 288	33 870	34 318	37 601	38 421
<b>REVENUS DES INVESTISSEMENTS</b>	-100 436	-79 525	-67 041	-69 706	-59 049	-118 570
<i>dont Intérêts sur dette ext.pub. (directe et avalisée)</i>	-47 405	-30 046	-23 536	-16 304	-16 774	-26 596
<b>TRANSFERTS COURANTS</b>	333 878	397 584	437 466	618 022	754 355	695 636
<b>PUBLICS</b>	64 269	56 795	28 166	52 006	32 514	23 147
<b>PRIVES</b>	269 609	340 789	409 300	566 016	721 841	672 489
<b>PAIEMENTS COURANTS</b>	-271 038	-357 236	-450 672	-628 776	-843 702	-402 988
<b>COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	261 988	353 147	445 271	623 233	839 498	400 219
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	396 214	105 226	1 197 994	159 430	107 229	144 050
<b>TRANSFERTS DE CAPITAL</b>	396 438	105 635	1 199 858	95 163	107 807	145 087
<b>PUBLICS</b>	392 013	99 963	1 193 354	87 869	99 865	136 679
<i>dont Remise de dette</i>	322 113	36 598	1 114 900	2 133	1 993	1 616
<b>PRIVES</b>	4 425	5 672	6 504	7 294	7 942	8 408
<b>ACQUIS.CESSIONS ACTIFS NON FINANCIERS</b>	-224	-409	-1 864	64 267	-578	-1 037
<b>COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	-134 226	247 921	-752 723	463 803	732 269	256 169
<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	33 792	27 592	110 031	130 707	121 520	114 699
<b>DE L'ECONOMIE A L'ETRANGER</b>	-6 901	4 073	-5 172	-11 840	-56 542	-36 416
<b>DE L'ETRANGER DANS L'ECONOMIE</b>	40 693	23 519	115 203	142 547	178 062	151 115
<b>INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	-24 685	-2 331	-35 009	22 984	36 548	65 043
<b>AVOIRS</b>	-24 709	573	-27 922	3 071	23 166	-43 112
<b>ENGAGEMENTS</b>	24	-2 904	-7 087	19 913	13 382	108 155
<b>AUTRES INVESTISSEMENTS</b>	-61 641	229 371	-830 242	383 841	600 855	278 865
<b>AVOIRS</b>	3 156	41 781	-17 936	40 445	67 233	-60 622
<b>ENGAGEMENTS</b>	-64 797	187 590	-812 306	343 396	533 622	339 487
<b>AVOIRS DE RESERVE</b>	-81 692	-6 711	2 497	-73 729	-26 654	-202 438
<b>ERREURS ET OMISSIONS NETTES</b>	9 050	4 089	5 401	5 543	4 204	2 769

# EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

(Présentation optique BCEAO)

(EN MILLIONS DE F.CFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>BIENS</b>	-521 083	-691 305	-836 466	-1 193 338	-1 522 533	-957 702
<b>EXPORTATIONS FOB</b>	797 411	832 441	833 471	802 211	987 862	990 063
<i>dont Marchandises générales</i>	786 176	818 999	817 086	785 410	969 480	984 641
<b>IMPORTATIONS FOB</b>	1 318 494	1 523 746	1 669 937	1 987 524	2 510 395	1 947 765
<i>dont Marchandises générales</i>	1 309 439	1 517 071	1 664 083	1 987 524	2 501 399	1 946 454
<b>SERVICES NETS</b>	-14 789	-16 278	-18 501	-18 072	-54 076	-60 773
<b>TRANSPORTS</b>	-149 915	-163 297	-187 158	-222 969	-279 305	-258 040
<i>dont Fret</i>	-141 169	-159 060	-177 471	-212 159	-268 325	-207 030
<b>VOYAGES</b>	81 606	93 733	102 697	133 560	164 696	144 811
<b>AUTRES SERVICES</b>	53 520	53 286	65 960	71 337	60 533	52 456
<i>dont Assurances / Marchandises</i>	-32 766	-34 480	-37 559	-45 283	-56 849	-44 237
<b>REVENUS NETS</b>	-69 044	-47 237	-33 171	-35 388	-21 448	-80 149
<b>REVENUS DU TRAVAIL</b>	31 392	32 288	33 870	34 318	37 601	38 421
<b>REVENUS DES INVESTISSEMENTS</b>	-100 436	-79 525	-67 041	-69 706	-59 049	-118 570
<i>dont Intérêts sur dette ext.pub. (directe et avalisée)</i>	-47 405	-30 046	-23 536	-16 304	-16 774	-26 596
<b>TRANSFERTS COURANTS</b>	333 878	397 584	437 466	618 022	754 355	695 636
<b>PUBLICS</b>	64 269	56 795	28 166	52 006	32 514	23 147
<b>PRIVES</b>	269 609	340 789	409 300	566 016	721 841	672 489
<b>PAIEMENTS COURANTS 5 ème édition</b>	-271 038	-357 236	-450 672	-628 776	-843 702	-402 988
<b>COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	368 401	339 084	544 320	693 989	751 092	496 778
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	396 214	105 226	1 197 994	159 430	107 229	144 050
<b>TRANSFERTS DE CAPITAL</b>	396 438	105 635	1 199 858	95 163	107 807	145 087
<b>PUBLICS</b>	392 013	99 963	1 193 354	87 869	99 865	136 679
<i>dont Remise de dette</i>	322 113	36 598	1 114 900	2 133	1 993	1 616
<b>PRIVES</b>	4 425	5 672	6 504	7 294	7 942	8 408
<b>ACQUIS.CESSIONS ACTIFS NON FINANCIERS</b>	-224	-409	-1 864	64 267	-578	-1 037
<b>COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	-27 813	233 858	-653 674	534 559	643 863	352 728
<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	33 792	27 592	110 031	130 707	121 520	114 699
<b>DE L'ECONOMIE A L'ETRANGER</b>	-6 901	4 073	-5 172	-11 840	-56 542	-36 416
<b>DE L'ETRANGER DANS L'ECONOMIE</b>	40 693	23 519	115 203	142 547	178 062	151 115
<b>INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	-14 712	14 418	-3 383	28 775	21 105	114 228
<b>AVOIRS</b>	71	1 907	-16	5 501	1 182	4 907
<b>ENGAGEMENTS</b>	-14 783	12 511	-3 367	23 274	19 923	109 321
<b>AUTRES INVESTISSEMENTS</b>	-46 893	191 848	-760 322	375 077	501 238	123 801
<b>AVOIRS</b>	13 415	15 018	21 181	46 404	44 778	-81 642
<b>ENGAGEMENTS</b>	-60 308	176 830	-781 503	328 673	456 460	205 443
<b>ERREURS ET OMISSIONS NETTES</b>	9 050	4 089	5 401	5 543	4 204	2 769
<b>SOLDE GLOBAL</b>	106 413	-14 063	99 049	70 756	-88 402	96 559
<b>AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS NETS</b>	-106 413	14 063	-99 049	-70 756	88 406	-96 559
<b>BCEAO</b>	-116 936	-15 095	-83 829	-74 093	-9 300	-72 528
<b>AVOIRS</b>	-81 692	-6 711	2 497	-73 729	-26 654	-202 438
<b>ENGAGEMENTS</b>	-35 244	-8 384	-86 326	-364	17 354	129 910
<b>AUTRES INSTITUTIONS MONETAIRES</b>	10 523	29 158	-15 220	3 337	97 706	-24 031
<b>AVOIRS</b>	-35 039	-942	-67 023	-8 389	44 439	-26 999
<b>ENGAGEMENTS</b>	45 562	30 100	51 803	11 726	53 267	2 968

**BALANCE DES PAIEMENTS EXTERIEURS DU SENEGAL**  
**ANNEE : 2009**

*(Présentation cinquième édition du manuel de balance des paiements du FMI)*

(EN MILLIONS DE F.CFA)

	CREDIT	DEBIT	SOLDE
<b>BIENS</b>	990 063	1 947 765	-957 702
<i>dont Marchandises générales</i>	984 641	1 946 454	-961 813
<b>SERVICES</b>	481 727	542 500	-60 773
<b>TRANSPORTS</b>	22 565	280 605	-258 040
<i>dont Fret</i>	14 384	221 414	-207 030
<b>VOYAGES</b>	218 430	73 619	144 811
<b>AUTRES SERVICES</b>	240 732	188 276	52 456
<i>dont Assurances / Marchandises</i>	0	44 237	-44 237
<b>REVENUS</b>	80 884	161 033	-80 149
<b>REVENUS DU TRAVAIL</b>	45 652	7 231	38 421
<b>REVENUS DES INVESTISSEMENTS</b>	35 232	153 802	-118 570
<i>dont Intérêts / dette ext.pub. (directe et avalisée)</i>	0	26 596	-26 596
<b>TRANSFERTS COURANTS</b>	829 552	133 916	695 636
<b>PUBLICS</b>	46 384	23 237	23 147
<b>PRIVES</b>	783 168	110 679	672 489
<b>PAIEMENTS COURANTS</b>	2 382 226	2 785 214	-402 988
<b>COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	1 280 422	880 203	400 219
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	145 087	1 037	144 050
<b>TRANSFERTS DE CAPITAL</b>	145 087	0	145 087
<b>PUBLICS</b>	136 679	0	136 679
<i>dont Remise de dette</i>	1 616		1 616
<b>PRIVES</b>	8 708	0	8 708
<b>ACQUIS.CESSIONS ACTIFS NON FINANCIERS     NON PRODUITS</b>	0	1 037	-1 037
<b>COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	1 135 335	879 166	256 169
<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	182 127	67 428	114 699
<b>DE L'ECONOMIE A L'ETRANGER</b>	5 466	41 882	-36 416
<b>DE L'ETRANGER DANS L'ECONOMIE</b>	176 661	25 546	151 115
<b>INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	127 731	62 688	65 043
<b>AVOIRS</b>	16 682	59 794	-43 112
<b>ENGAGEMENTS</b>	111 049	2 894	108 155
<b>AUTRES INVESTISSEMENTS</b>	812 975	534 110	278 865
<b>AVOIRS</b>	151 801	212 423	-60 622
<b>ENGAGEMENTS</b>	661 174	321 687	339 487
<b>AVOIRS DE RESERVE</b>	12 502	214 940	-202 438
<b>ERREURS ET OMISSIONS NETTES</b>	2 769		2 769

**POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU SENEGAL (PEG)  
ANNEE : 2009**

(EN MILLIONS DE F.CFA)

	<b>PEG 2008</b>	<b>TRANSACT. 2009 (* )</b>	<b>REEVALUT. RECLAS. AJUSTEM.</b>	<b>PEG 2009</b>
<b>AVOIRS</b>	<b>1 307 687</b>	<b>342 588</b>	<b>-1 430</b>	<b>1 648 845</b>
<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>				
<b>DE L'ECONOMIE A L'ETRANGER</b>	91 135	36 416	87	127 638
<b>CAPITAL SOCIAL ET BENEFICES REINVESTIS</b>	97 847	14 054	63	111 964
<b>AUTRES TRANSACTIONS</b>	-6 712	22 362	24	15 674
<b>INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	136 415	43 112	0	179 527
<b>TITRES DE PARTICIPATION</b>	4 685	819	0	5 504
dont Banques	1 706	15	0	1 721
<b>TITRES DE CREANCES</b>	131 730	42 293	0	174 023
dont Banques	114 460	48 004	0	162 464
<b>AUTRES INVESTISSEMENTS</b>	318 468	60 622	17	379 107
<b>CREDITS COMMERCIAUX</b>	96 232	37 937	-13	134 156
<b>PRETS</b>	81 370	-32 213	0	49 157
<b>MONNAIE FIDUCIAIRE ET DEPOTS</b>	77 416	51 478	-70	128 824
<b>AUTRES AVOIRS</b>	63 450	3 420	100	66 970
<b>AVOIRS DE RESERVE</b>	761 669	202 438	-1 534	962 573
<b>OR MONETAIRE</b>				
<b>DTS</b>	83	94 577	-1 585	93 075
<b>POSITION DE RESERVE AU FMI</b>	7 719	-10 757	51	-2 987
<b>AVOIRS EN DEVISES</b>	753 867	118 618	0	872 485
<b>AUTRES CREANCES</b>				
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>3 396 463</b>	<b>598 757</b>	<b>-93 297</b>	<b>3 901 923</b>
<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>				
<b>DE L'ETRANGER DANS L'ECONOMIE</b>	551 722	151 115	-165	702 672
<b>CAPITAL SOCIAL ET BENEFICES REINVESTIS</b>	523 120	110 137	-77	633 180
<b>AUTRES CAPITAUX</b>	28 602	40 978	-88	69 492
<b>INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	178 524	108 155	0	286 679
<b>TITRES DE PARTICIPATION</b>	12 483	-761	0	11 722
dont Banques	1 828	-221	0	1 607
<b>TITRES D'ENGAGEMENT</b>	166 041	108 916	0	274 957
dont Banques	29 676	-945	0	28 731
<b>AUTRES INVESTISSEMENTS</b>	2 666 217	339 487	-93 132	2 912 572
<b>CREDITS COMMERCIAUX</b>	477 678	9 957	-55	487 580
<b>PRETS</b>	1 694 682	219 993	-72	1 914 603
<b>MONNAIE FIDUCIAIRE ET DEPOTS</b>	313 809	86 196	-93 005	307 000
<b>AUTRES ENGAGEMENTS</b>	180 048	23 341	0	203 389
<b>POSITION EXTERIEURE GLOBALE</b>	<b>-2 088 776</b>	<b>-256 169</b>	<b>91 867</b>	<b>-2 253 078</b>

(\*) Pour les avoirs, signes inverses des flux de balance des paiements.

(+) Augmentation de créances et (-) Diminution de créances

## EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

(Présentation cinquième édition du manuel de balance des paiements du FMI)

(EN MILLIONS DE F.CFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>BIENS</b>	-521 083	-691 305	-836 466	-1 193 338	-1 522 533	-957 702
<b>EXPORTATIONS FOB</b>	797 411	832 441	833 471	802 211	987 862	990 063
<i>dont Marchandises générales</i>	786 176	818 999	817 086	785 410	969 480	984 641
<b>IMPORTATIONS FOB</b>	1 318 494	1 523 746	1 669 937	1 987 524	2 510 395	1 947 765
<i>dont Marchandises générales</i>	1 309 439	1 517 071	1 664 083	1 987 524	2 501 399	1 946 454
<b>SERVICES NETS</b>	-14 789	-16 278	-18 501	-18 072	-54 076	-60 773
<b>TRANSPORTS</b>	-149 915	-163 297	-187 158	-222 969	-279 305	-258 040
<i>dont Fret</i>	-141 169	-159 060	-177 471	-212 159	-268 325	-207 030
<b>VOYAGES</b>	81 606	93 733	102 697	133 560	164 696	144 811
<b>AUTRES SERVICES</b>	53 520	53 286	65 960	71 337	60 533	52 456
<i>dont Assurances / Marchandises</i>	-32 766	-34 480	-37 559	-45 283	-56 849	-44 237
<b>REVENUS NETS</b>	-69 044	-47 237	-33 171	-35 388	-21 448	-80 149
<b>REVENUS DU TRAVAIL</b>	31 392	32 288	33 870	34 318	37 601	38 421
<b>REVENUS DES INVESTISSEMENTS</b>	-100 436	-79 525	-67 041	-69 706	-59 049	-118 570
<i>dont Intérêts sur dette ext.pub. (directe et avalisée)</i>	-47 405	-30 046	-23 536	-16 304	-16 774	-26 596
<b>TRANSFERTS COURANTS</b>	333 878	397 584	437 466	618 022	754 355	695 636
<b>PUBLICS</b>	64 269	56 795	28 166	52 006	32 514	23 147
<b>PRIVES</b>	269 609	340 789	409 300	566 016	721 841	672 489
<b>PAIEMENTS COURANTS</b>	-271 038	-357 236	-450 672	-628 776	-843 702	-402 988
<b>COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	261 988	353 147	445 271	623 233	839 498	400 219
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	396 214	105 226	1 197 994	159 430	107 229	144 050
<b>TRANSFERTS DE CAPITAL</b>	396 438	105 635	1 199 858	95 163	107 807	145 087
<b>PUBLICS</b>	392 013	99 963	1 193 354	87 869	99 865	136 679
<i>dont Remise de dette</i>	322 113	36 598	1 114 900	2 133	1 993	1 616
<b>PRIVES</b>	4 425	5 672	6 504	7 294	7 942	8 408
<b>ACQUIS.CESSIONS ACTIFS NON FINANCIERS</b>	-224	-409	-1 864	64 267	-578	-1 037
<b>COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	-134 226	247 921	-752 723	463 803	732 269	256 169
<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	33 792	27 592	110 031	130 707	121 520	114 699
<b>DE L'ECONOMIE A L'ETRANGER</b>	-6 901	4 073	-5 172	-11 840	-56 542	-36 416
<b>DE L'ETRANGER DANS L'ECONOMIE</b>	40 693	23 519	115 203	142 547	178 062	151 115
<b>INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	-24 685	-2 331	-35 009	22 984	36 548	65 043
<b>AVOIRS</b>	-24 709	573	-27 922	3 071	23 166	-43 112
<b>ENGAGEMENTS</b>	24	-2 904	-7 087	19 913	13 382	108 155
<b>AUTRES INVESTISSEMENTS</b>	-61 641	229 371	-830 242	383 841	600 855	278 865
<b>AVOIRS</b>	3 156	41 781	-17 936	40 445	67 233	-60 622
<b>ENGAGEMENTS</b>	-64 797	187 590	-812 306	343 396	533 622	339 487
<b>AVOIRS DE RESERVE</b>	-81 692	-6 711	2 497	-73 729	-26 654	-202 438
<b>ERREURS ET OMISSIONS NETTES</b>	9 050	4 089	5 401	5 543	4 204	2 769

# EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

(Présentation optique BCEAO)

(EN MILLIONS DE F.CFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>BIENS</b>	-521 083	-691 305	-836 466	-1 193 338	-1 522 533	-957 702
<b>EXPORTATIONS FOB</b>	797 411	832 441	833 471	802 211	987 862	990 063
<i>dont Marchandises générales</i>	786 176	818 999	817 086	785 410	969 480	984 641
<b>IMPORTATIONS FOB</b>	1 318 494	1 523 746	1 669 937	1 987 524	2 510 395	1 947 765
<i>dont Marchandises générales</i>	1 309 439	1 517 071	1 664 083	1 987 524	2 501 399	1 946 454
<b>SERVICES NETS</b>	-14 789	-16 278	-18 501	-18 072	-54 076	-60 773
<b>TRANSPORTS</b>	-149 915	-163 297	-187 158	-222 969	-279 305	-258 040
<i>dont Fret</i>	-141 169	-159 060	-177 471	-212 159	-268 325	-207 030
<b>VOYAGES</b>	81 606	93 733	102 697	133 560	164 696	144 811
<b>AUTRES SERVICES</b>	53 520	53 286	65 960	71 337	60 533	52 456
<i>dont Assurances / Marchandises</i>	-32 766	-34 480	-37 559	-45 283	-56 849	-44 237
<b>REVENUS NETS</b>	-69 044	-47 237	-33 171	-35 388	-21 448	-80 149
<b>REVENUS DU TRAVAIL</b>	31 392	32 288	33 870	34 318	37 601	38 421
<b>REVENUS DES INVESTISSEMENTS</b>	-100 436	-79 525	-67 041	-69 706	-59 049	-118 570
<i>dont Intérêts sur dette ext.pub. (directe et avalisée)</i>	-47 405	-30 046	-23 536	-16 304	-16 774	-26 596
<b>TRANSFERTS COURANTS</b>	333 878	397 584	437 466	618 022	754 355	695 636
<b>PUBLICS</b>	64 269	56 795	28 166	52 006	32 514	23 147
<b>PRIVES</b>	269 609	340 789	409 300	566 016	721 841	672 489
<b>PAIEMENTS COURANTS 5 ème édition</b>	-271 038	-357 236	-450 672	-628 776	-843 702	-402 988
<b>COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	368 401	339 084	544 320	693 989	751 092	496 778
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	396 214	105 226	1 197 994	159 430	107 229	144 050
<b>TRANSFERTS DE CAPITAL</b>	396 438	105 635	1 199 858	95 163	107 807	145 087
<b>PUBLICS</b>	392 013	99 963	1 193 354	87 869	99 865	136 679
<i>dont Remise de dette</i>	322 113	36 598	1 114 900	2 133	1 993	1 616
<b>PRIVES</b>	4 425	5 672	6 504	7 294	7 942	8 408
<b>ACQUIS.CESSIONS ACTIFS NON FINANCIERS</b>	-224	-409	-1 864	64 267	-578	-1 037
<b>COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	-27 813	233 858	-653 674	534 559	643 863	352 728
<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	33 792	27 592	110 031	130 707	121 520	114 699
<b>DE L'ECONOMIE A L'ETRANGER</b>	-6 901	4 073	-5 172	-11 840	-56 542	-36 416
<b>DE L'ETRANGER DANS L'ECONOMIE</b>	40 693	23 519	115 203	142 547	178 062	151 115
<b>INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	-14 712	14 418	-3 383	28 775	21 105	114 228
<b>AVOIRS</b>	71	1 907	-16	5 501	1 182	4 907
<b>ENGAGEMENTS</b>	-14 783	12 511	-3 367	23 274	19 923	109 321
<b>AUTRES INVESTISSEMENTS</b>	-46 893	191 848	-760 322	375 077	501 238	123 801
<b>AVOIRS</b>	13 415	15 018	21 181	46 404	44 778	-81 642
<b>ENGAGEMENTS</b>	-60 308	176 830	-781 503	328 673	456 460	205 443
<b>ERREURS ET OMISSIONS NETTES</b>	9 050	4 089	5 401	5 543	4 204	2 769
<b>SOLDE GLOBAL</b>	106 413	-14 063	99 049	70 756	-88 402	96 559
<b>AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS NETS</b>	-106 413	14 063	-99 049	-70 756	88 406	-96 559
<b>BCEAO</b>	-116 936	-15 095	-83 829	-74 093	-9 300	-72 528
<b>AVOIRS</b>	-81 692	-6 711	2 497	-73 729	-26 654	-202 438
<b>ENGAGEMENTS</b>	-35 244	-8 384	-86 326	-364	17 354	129 910
<b>AUTRES INSTITUTIONS MONETAIRES</b>	10 523	29 158	-15 220	3 337	97 706	-24 031
<b>AVOIRS</b>	-35 039	-942	-67 023	-8 389	44 439	-26 999
<b>ENGAGEMENTS</b>	45 562	30 100	51 803	11 726	53 267	2 968

**BALANCE DES PAIEMENTS EXTERIEURS DU SENEGAL**  
**ANNEE : 2009**

*(Présentation cinquième édition du manuel de balance des paiements du FMI)*

(EN MILLIONS DE F.CFA)

	CREDIT	DEBIT	SOLDE
<b>BIENS</b>	990 063	1 947 765	-957 702
<i>dont Marchandises générales</i>	984 641	1 946 454	-961 813
<b>SERVICES</b>	481 727	542 500	-60 773
<b>TRANSPORTS</b>	22 565	280 605	-258 040
<i>dont Fret</i>	14 384	221 414	-207 030
<b>VOYAGES</b>	218 430	73 619	144 811
<b>AUTRES SERVICES</b>	240 732	188 276	52 456
<i>dont Assurances / Marchandises</i>	0	44 237	-44 237
<b>REVENUS</b>	80 884	161 033	-80 149
<b>REVENUS DU TRAVAIL</b>	45 652	7 231	38 421
<b>REVENUS DES INVESTISSEMENTS</b>	35 232	153 802	-118 570
<i>dont Intérêts / dette ext.pub. (directe et avalisée)</i>	0	26 596	-26 596
<b>TRANSFERTS COURANTS</b>	829 552	133 916	695 636
<b>PUBLICS</b>	46 384	23 237	23 147
<b>PRIVES</b>	783 168	110 679	672 489
<b>PAIEMENTS COURANTS</b>	2 382 226	2 785 214	-402 988
<b>COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	1 280 422	880 203	400 219
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	145 087	1 037	144 050
<b>TRANSFERTS DE CAPITAL</b>	145 087	0	145 087
<b>PUBLICS</b>	136 679	0	136 679
<i>dont Remise de dette</i>	1 616		1 616
<b>PRIVES</b>	8 708	0	8 708
<b>ACQUIS.CESSIONS ACTIFS NON FINANCIERS NON PRODUITS</b>	0	1 037	-1 037
<b>COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	1 135 335	879 166	256 169
<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	182 127	67 428	114 699
<b>DE L'ECONOMIE A L'ETRANGER</b>	5 466	41 882	-36 416
<b>DE L'ETRANGER DANS L'ECONOMIE</b>	176 661	25 546	151 115
<b>INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	127 731	62 688	65 043
<b>AVOIRS</b>	16 682	59 794	-43 112
<b>ENGAGEMENTS</b>	111 049	2 894	108 155
<b>AUTRES INVESTISSEMENTS</b>	812 975	534 110	278 865
<b>AVOIRS</b>	151 801	212 423	-60 622
<b>ENGAGEMENTS</b>	661 174	321 687	339 487
<b>AVOIRS DE RESERVE</b>	12 502	214 940	-202 438
<b>ERREURS ET OMISSIONS NETTES</b>	2 769		2 769

**POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU SENEGAL (PEG)  
ANNEE : 2009**

(EN MILLIONS DE F.CFA)

	<b>PEG 2008</b>	<b>TRANSACT. 2009 (*)</b>	<b>REEVALUT. RECLAS. AJUSTEM.</b>	<b>PEG 2009</b>
<b>AVOIRS</b>	<b>1 307 687</b>	<b>342 588</b>	<b>-1 430</b>	<b>1 648 845</b>
<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>				
<b>DE L'ECONOMIE A L'ETRANGER</b>	91 135	36 416	87	127 638
<b>CAPITAL SOCIAL ET BENEFICES REINVESTIS</b>	97 847	14 054	63	111 964
<b>AUTRES TRANSACTIONS</b>	-6 712	22 362	24	15 674
<b>INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	136 415	43 112	0	179 527
<b>TITRES DE PARTICIPATION</b>	4 685	819	0	5 504
dont Banques	1 706	15	0	1 721
<b>TITRES DE CREANCES</b>	131 730	42 293	0	174 023
dont Banques	114 460	48 004	0	162 464
<b>AUTRES INVESTISSEMENTS</b>	318 468	60 622	17	379 107
<b>CREDITS COMMERCIAUX</b>	96 232	37 937	-13	134 156
<b>PRETS</b>	81 370	-32 213	0	49 157
<b>MONNAIE FIDUCIAIRE ET DEPOTS</b>	77 416	51 478	-70	128 824
<b>AUTRES AVOIRS</b>	63 450	3 420	100	66 970
<b>AVOIRS DE RESERVE</b>	761 669	202 438	-1 534	962 573
<b>OR MONETAIRE</b>				
<b>DTS</b>	83	94 577	-1 585	93 075
<b>POSITION DE RESERVE AU FMI</b>	7 719	-10 757	51	-2 987
<b>AVOIRS EN DEVISES</b>	753 867	118 618	0	872 485
<b>AUTRES CREANCES</b>				
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>3 396 463</b>	<b>598 757</b>	<b>-93 297</b>	<b>3 901 923</b>
<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>				
<b>DE L'ETRANGER DANS L'ECONOMIE</b>	551 722	151 115	-165	702 672
<b>CAPITAL SOCIAL ET BENEFICES REINVESTIS</b>	523 120	110 137	-77	633 180
<b>AUTRES CAPITAUX</b>	28 602	40 978	-88	69 492
<b>INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	178 524	108 155	0	286 679
<b>TITRES DE PARTICIPATION</b>	12 483	-761	0	11 722
dont Banques	1 828	-221	0	1 607
<b>TITRES D'ENGAGEMENT</b>	166 041	108 916	0	274 957
dont Banques	29 676	-945	0	28 731
<b>AUTRES INVESTISSEMENTS</b>	2 666 217	339 487	-93 132	2 912 572
<b>CREDITS COMMERCIAUX</b>	477 678	9 957	-55	487 580
<b>PRETS</b>	1 694 682	219 993	-72	1 914 603
<b>MONNAIE FIDUCIAIRE ET DEPOTS</b>	313 809	86 196	-93 005	307 000
<b>AUTRES ENGAGEMENTS</b>	180 048	23 341	0	203 389
<b>POSITION EXTERIEURE GLOBALE</b>	<b>-2 088 776</b>	<b>-256 169</b>	<b>91 867</b>	<b>-2 253 078</b>

(\*) Pour les avoirs, signes inverses des flux de balance des paiements.

(+) Augmentation de créances et (-) Diminution de créances

## **LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS**

AEN : Avoirs Extérieurs Nets

ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

APU : Administrations Publiques

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BID : Banque Islamique de Développement

BTP : Bâtiments et Travaux Publics

CAF : Coût, assurance et fret

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

DDI : Direction de la Dette et de l'Investissement

DPEE : Direction de la Prévision et des Etudes Economiques

DTS : Droits de Tirages Spéciaux

FAD : Fonds Africain de Développement

FED : Fonds Européen de Développement

FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine

FKDEA : Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe

FMI : Fonds Monétaire International

FOB : Free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport et d'assurance)

IDA : Association Internationale de Développement

MATRSPSI : Ministère de l'Artisanat, du Tourisme et des Relations avec le Secteur Privé et le Secteur Informel

MEF : Ministère de l'Economie et des Finances

USAID : Agence des Etats-Unis pour le Développement International

OMT : Organisation Mondiale du Tourisme

PEG : Position Extérieure Globale

PIB : Produit Intérieur Brut

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)